

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2809 | 65^e année | Du 20 janvier au 2 février 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

218^e anniversaire
de la mort de Louis XVI



Une sélection
d'ouvrages p. 11 & 16

L'ESSENTIEL

- ✓ ÉCONOMIE
La Chine maître du jeu p. 2
- ✓ POLITIQUE
Après le congrès du FN ... p. 4
- ✓ SOCIÉTÉ
Perspectives sociales p.5
- ✓ MONDE
Présidence de l'UE :
la tournante hongroise p. 7
- Les moudjahidines d'Irak,
assiégés à Achraf p. 8
- ✓ ARTS & LETTRES
Quand Maurras autopsiait
l'amour romantique p. 10
- ✓ HISTOIRE
Clovis épouse Clotilde ... p. 12
- ✓ IDÉES
Feu sur le culturalisme ... p. 13

La France bâillonnée



**AFFAIRE
ZEMMOUR**

Page 3

M 01093 - 2809 - F: 4,00 €



Ces régimes qui tombent

NE MÉGOTONS PAS. Prenons vingt ans d'avance et que le Bon Dieu me patafiole si je médis. Une fois de plus, mais à présent en Tunisie, nous assistons à un opéra bouffe qui nous place devant un si gros mensonge qu'il est à peine pensable que cela en soit un. Depuis la mi-décembre en Tunisie on vient de nous rejouer, pour la énième fois, le caractère spontané du soulèvement populaire et démocratique, les victimes qui ne se comptent plus, le dictateur qui de fréquentable est devenu méchant, la révolution qui est au jasmin, formule inoffensive

qui semble tout droit sortie d'une agence publicitaire. Rien de neuf en vérité. Un dictateur en place depuis vingt-trois ans, Ben Ali, vient d'être renversé en quelques heures par ses plus proches collaborateurs. On ne pouvait plus rien pour lui, même son vieux complice Bertrand Delanoé, originaire de Tunisie, même Dominique Strauss-Kahn, si élogieux pourtant en 2008. « *Dos : partie du corps de vos amis que vous avez le privilège d'observer dans l'adversité.* » Talleyrand qui s'y connaissait était plus bref : « *Un régime qu'on soutient est un régime qui tombe !* » Le dictateur est parti et le moins que l'on puisse faire est de lâcher quelques symboles. Il n'y a donc plus de ministère de la Communication et trois ministres d'opposition entrent dans le nouveau

gouvernement. Reste que six vieux amis de Ben Ali conservent l'Intérieur, les Finances, les Affaires étrangères, la Défense... C'est ce qui s'appelle de la nouveauté ! Comme ce genre de basculement politique n'est jamais le seul fait des autochtones - voyez la Roumanie de Ceausescu en 1989 -, une furieuse et persistante rumeur d'intervention étrangère à l'origine des émeutes se répand un peu plus chaque jour. *Libération* a présenté en une les chefs d'États arabes les plus menacés par l'effet contagieux du soulèvement, en se gardant d'y placer Mohamed VI. Il est vrai que Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de ce journal, possède un bien immobilier au Maroc... À quoi tiennent les choses ? □

Marc Savina



« *Tout ce qui est
national est
nôtre* »

❑ RÉSERVES

Les Chinois maîtres du jeu

Dans le « désordre monétaire international » fustigé par Nicolas Sarkozy, Pékin esquisse son règne : alors que les États-Unis lui sont déjà liés, la Chine prend pied en Europe à la faveur de la crise des dettes souveraines.

Dans la salle de marché des réserves chinoises, tourne, dit-on, un globe terrestre à la mode de Coronelli où les océans sont de lapis-lazuli et les terres émergées d'or. Lui font face vingt-quatre postes de travail électroniques. Qui voit le globe voit Mammon, les Chinois adorent l'argent. Nous sommes chez SAFE¹, State Administration of Foreign Exchange. Les postes sont occupés par des super-gnomes, la crème des jeunes mathématiciens de l'université.

La diversification en marche

C'est sous la houlette de M^{me} Hu Xiaolian, qui fut vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine (BPC) à quarante-sept ans, qu'a explosé l'accumulation des réserves de change les plus formidables de l'empire céleste en dépassant les mille milliards de dollars en 2006. À raison d'un milliard de plus par jour, elles atteindront bientôt trois trillions de dollars² ! M^{me} Hu a retrouvé son poste de vice-gouverneur de la BPC et s'occupe aujourd'hui de diversification.

En effet, 65 % des réserves centrales de Chine sont en dollars américains, sous forme de bons du Trésor, titres d'agences et espèces. Les États-Unis consomment ce que la Chine produit avec l'argent que la Chine leur prête, pris sur les bénéfices qu'elle engrange sur leur dos. Comme le dit Lawrence Summers, chef du Conseil économique national de Barack Obama, les États-Unis et la Chine sont liés par une dissuasion financière dans le droit fil de la "destruction mutuelle assurée" qui gouverna les relations russo-américaines de jadis. Mais si la Chine ne peut se défaire de son encaisse dollars au risque de tout perdre, elle peut manipuler la gestion de ses bons en appui direct de sa diplomatie, et elle ne s'en prive pas, au grand jour ou en sous-main par ses fonds souverains.



Les réserves de change de la Chine ont dépassé les mille milliards de dollars en 2006

Gens avisés, les dirigeants chinois cherchent à diminuer le risque américain de deux façons : ils divisent les encours, d'où leur intervention sur l'euro (26 % des réserves) dont nous allons parler, mais, surtout, ils veulent substituer leur propre monnaie dans les règlements commerciaux avec l'étranger, une façon aussi de différer sa réévaluation. Le commerce chinois en Asie du Sud-Est est de plus en plus réglé en yuans et l'on a connaissance d'accords de swap (échange financier) avec des pays aussi divers que la Corée du Sud, la Malaisie, l'Argentine, la Biélorussie ou l'Indonésie. Qu Hongbin, chef économiste de la HSBC à Hong Kong, a déclaré récemment que 40 à 50 % du commerce extérieur chinois serait ré-

glé en yuans en 2012. Quand des pays (asiatiques) régleront leurs échanges hors-Chine en yuans, la monnaie chinoise aura accédé au statut de devise internationale, prélude à celui, plus prestigieux, de sixième monnaie de réserve avec le franc suisse, le yen, la livre sterling, l'euro et le dollar américain.

Au secours des PIGS

En attendant l'apothéose du "créativisme idéologique", la SAFE vient sur l'euro en prenant des bons à rendement émis par les trésors malades européens, pour trois raisons : dans leur diversification des réserves de change, les Chinois misent sur la continuation de la zone euro parce qu'ils ne voient

pas d'alternative et que les émissions des PIGS³ sont garanties par l'Union européenne allemande, partenaire économique majeur dont la santé est liée à la leur ; le portefeuille de bons européens est un levier du même modèle que celui qu'ils utilisent contre les États-Unis, à la différence près que tout chantage à se défaire de ces bons à vil prix affectera immédiatement la BCE qui en détient, mais aussi les systèmes bancaires français et allemand qui ont de fortes encaisses de bons pourris, entamant ce faisant leurs ratios prudentiels ; troisième raison, par la fenêtre monétaire, ils s'ouvrent le passage pour investir dans les fleurons européens et se prémunissent du protectionisme réclamé par les partis populaires.

L'Europe inféodée

Que peut refuser Madrid, qui vient de leur placer six milliards d'euros au bon moment, à un géant industriel chinois qui veut acheter des usines ou des banques ? L'Espagne pourra-t-elle taxer demain un dumping chinois après avoir signé 7 milliards d'euros de contrats export avec le vice-Premier ministre Li Keqiang ? Et ce n'est qu'un début, a dit celui-ci au roi. Que cela nous plaise ou non, les Chinois sont maîtres du jeu. Les effets sont d'évidence, les causes aussi, à commencer par un régime politique bien adapté à la période de renaissance économique. Les cabinets ministériels forment leurs successeurs en continu sur un agenda centennal. Un projet national de temps long existe, qui convoque de gros moyens et interdit les faux-fuyants et la démagogie. Malgré tout, ces réserves monstrueuses devraient être dirigées aussi vers la satisfaction des besoins essentiels des masses populaires sans pour autant alimenter l'inflation qui menace. C'est le vrai défi. ■

Catoneo

¹ Coffre-fort en anglais.
² Les réserves de change détenues en Chine ont atteint fin décembre le montant de 2 847 milliards de dollars, a annoncé mardi la BPC (AFP, 11/01/2011). S'y ajoute 1,7 trillion d'argent de circuit court, illégal mais mobilisable. Les réserves françaises totales sont de 182 milliards de dollars.
³ Portugal, Irlande, Grèce et Espagne (Spain).

» ESPIONNAGE

Le dirigeant du fabricant allemand de satellites OHB Technology n'apprécie pas ses voisins d'outre-Rhin, si l'on en croit des télégrammes américains obtenus par Wikileaks, cités par le journal norvégien *Aftenposten* : « S'épanchant abondamment sur son mépris pour les Français, Smutny explique que l'espionnage industriel français est tellement étendu que, dans leur totalité, les dégâts infligés à l'économie allemande sont plus importants que les dégâts provoqués par la Chine ou la Russie. » « En France, l'espionnage industriel serait une préoccupation nationale, selon les notes diplomatiques qui évoquent formations et séminaires pour les entreprises », rapportent *Les Échos* (05/01/2010).

» CACOPHONIE

La crise des dettes souveraines européennes traverse une légère accalmie : le Portugal, l'Espagne et l'Italie ont échappé à une nouvelle flambée des taux tandis qu'ils émettaient leurs premières obligations de l'année ; par ailleurs, emboîtant le pas à la Chine, le Japon a décidé d'investir massivement pour soutenir la zone euro. La cacophonie n'en continue pas moins de régner au sein de l'Union économique et monétaire, où l'on polémique ouvertement, par exemple, sur l'évolution du fonds de stabilisation financière. Dans ces conditions, comment les responsables politiques pourraient-ils apaiser durablement les marchés financiers ?

Ambiguïté sémantique

L'appel au "patriotisme économique" n'est plus un tabou. Soulignant, le 6 janvier, le déclin des exportations françaises, Pierre Lellouche a voulu y voir le motif d'un sur-saut en ce sens.

Les pourfendeurs du libre-échange doivent-ils s'en réjouir ? Loin s'en faut. Dans l'esprit du secrétaire d'État en charge du commerce extérieur, en effet, il n'est nullement question de pratiquer

un strict protectionisme. « C'est bien sur ce terrain, celui de l'export, que se joue la survie de notre modèle social, la place de la France dans le monde, son audience politique et géopolitique », a-t-il soutenu devant les représentants de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), risquant cette comparaison historique : « Dans les années 1960, pour faire exister la France dans le monde bipolaire d'alors, le général de Gaulle avait donné la priorité à la constitution d'une force de frappe indépendante, en même temps qu'à un grand programme de redressement économique. Mais en ce

début de XXI^e siècle, la hiérarchie des puissances se joue désormais d'abord sur la conquête des parts de marché à l'étranger. » "Économique d'abord ?"

Berlin soumis aux aléas des marchés

C'est, vraisemblablement, le slogan qui prévaut outre-Rhin, où les pouvoirs publics semblent d'ailleurs s'accommoder sans trop broncher de la mondialisation. Témoin, leur refus d'interférer dans le rachat d'Hochtief, le numéro 2 allemand du BTP, par son concurrent espagnol ACS. « La primauté laissée au jeu du mar-

ché est liée à la conviction partagée par de nombreux politiciens et éditorialistes de presse en Allemagne que la nation, championne des exportations donc très dépendante de marchés ouverts dans le monde, ne peut pas en même temps dresser une herse autour de ses frontières pour empêcher qu'un groupe allemand passe sous pavillon étranger », commente notre confrère Jean-Philippe Lacour (*Les Échos*, 04/01/2010). Ce pari sera-t-il payant ? Étant donné les perspectives démographiques se dessinant outre-Rhin, on se demande si beaucoup d'Allemands pourront le vérifier. ■ G.D.

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
 75001 Paris
 Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
 www.actionfrancaise.net
 redaction@actionfrancaise.net
 secretariat@actionfrancaise.net
 abonnements@actionfrancaise.net
 ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
 Directeur de la publication : M.G. Pujo
 Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
 Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique française :
 Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Antoine Goursky, François Marcihac, Stéphane Piolenc, Marc Savina
Société :
 Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux
Europe :
 Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier
International :
 Philippe Maine, Pascal Nari
Histoire :
 Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler
Culture :
 Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens
Chroniques :
 Jean-Baptiste Morvan
Combat des idées :
 Stéphane Blanchonnet, François Marcihac
Abonnements, publicité, promotion :
 Monique Lainé

Alors que la classe politique française et les instances européennes n'ont pas de mots assez durs pour flétrir le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui, au moment même où son pays prend la présidence tournante de l'Union européenne, a fait adopter une loi aussi stupide qu'effectivement liberticide pour la presse de son pays, en France, un procès honteux s'est déroulé contre le journaliste et essayiste Éric Zemmour, coupable, forcément coupable... À Paris, pas besoin, comme à Budapest, d'Autorité nationale des médias et des communications (NMHH dans le texte) : la Licra, le Mrap, l'UEFJ, SOS Racisme et le procureur de la 17^e chambre correctionnelle suffisent.

Deux poids, deux mesures

Inutile de revenir sur les propos du journaliste selon lesquels « la plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est comme ça, c'est un fait », ajoutant sur une autre chaîne, le même jour, que les employeurs « ont le droit » de refuser des Arabes ou des Noirs. Comme l'a déclaré Ivan Rioufol venu soutenir son collègue, c'est la tenue d'un tel procès qui est en soi « ahurissante ». On sait du reste que la justice s'est montrée moins zélée s'agissant d'Anne Lauvergeon, la présidente d'Areva, amie du pouvoir sarkozyste, qui avait déclaré à l'automne 2009 : « À compétences égales, on choisira une femme ou quelqu'un venant... d'autre chose qu'un mâle blanc pour être clair ! » Les associations communautaristes, véritables états confédérés colonisant depuis de longues décennies un État complaisant, pour ne pas dire complice, sont aussitôt montées au créneau. Pour Patrick Klugman, avocat de SOS Racisme, Éric Zemmour a défini « une population comme criminogène en raison de ses origines », accusation fallacieuse que l'avocat du journaliste n'a pas eu de mal à démonter en soulignant que celui-ci n'a « jamais dit : "la plupart des Noirs et les Arabes sont des trafiquants" », ce qui eût été, effectivement, assimiler une ethnie à un crime. Quant à la provocation au non-respect de la loi, s'agissant de la

Affaire Zemmour : La France bâillonnée



discrimination, il a rappelé que Zemmour n'a jamais incité quiconque à violer la loi, mais simplement donné son avis sur celle-ci. Mais c'est bien connu : qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Et le procureur, comme les parties "civiles", ont accablé Zemmour, prétextant que sa notoriété l'obligeait à plus de neutralité. Le grand Léon Daudet aimait à rappeler que la polémique est l'âme de la presse. Pour nos censeurs, un journaliste cathodique ou radiophonique doit être placé, de ce fait même, en liberté surveillée - quand il ne s'y place pas lui-même : cela s'appelle l'autocensure. L'appel de la Licra à un pouvoir des juges en matière de presse est de ce point de vue terrifiant : « Elle ne demande pas, a déclaré son avocat, de faire taire Éric Zemmour mais de rappeler les limites de la liberté d'expression et "les limites, c'est la loi". » La parole, aseptisée, doit conforter les puissants du moment - entendez les « groupes d'oppression », comme les appelait le regretté Philippe Muray, qui aimait à dénoncer ces « cages aux

phobes » que forment ces harpies de la bien-pensance cosmopolite et mondialiste. Éric Zemmour sera condamné. Il ne peut en être autrement. Tout d'abord parce que le régime n'a jamais aimé les hommes libres - un siècle d'Action française le démontre suffisamment. Mais aussi et avant tout parce que la relaxe d'Éric Zemmour signifierait le reniement de quarante années de « tyrannie associative », dénoncée naguère par le professeur de droit Anne Le Pourhiet¹, qui la fait remonter à l'adoption de la loi Pleven en 1972. Car s'il est question de "dérapages", c'est bien quarante ans de dérapages législatifs qu'il s'agit de dénoncer - loi Pleven de 1972, loi Gayssot de 1990, créant des « délits d'opinion » (dixit Anne Le Pourhiet), loi Perben II puis création de la Halde en 2004 avec, notamment, la poursuite des propos prétendument « homophobes ». Venue, en 2008, à l'Assemblée nationale, rappeler à l'ordre la représentation nationale en matière de liberté d'expression², Anne Le Pourhiet avait même évoqué un « totalitarisme orwellien », déclarant

qu'en matière de lois mémorielles notamment - en 2005, plus de six cents historiens avaient demandé leur abolition -, elle préférerait à tout prendre une résolution barbare à une « loi scélérate ».

Milice de la pensée

Mais ces associations liberticides, véritable milice de la pensée qui, c'est un comble, vivent de grasses subventions publiques aux dépens d'un contribuable français... qu'elles bâillonnent chaque jour davantage, pouvaient d'autant moins lâcher prise qu'elles sentent bien le rejet croissant des Français à leur encontre. La lobotomisation des esprits n'a pas entièrement réussi et nos compatriotes, croyant de moins en moins aux mensonges universalistes inculqués au « pas de loi » (Muray), sont de plus en plus nombreux à ne plus supporter la censure qui leur est imposée. Il suffit de voir le soutien populaire au journaliste persécuté. Vivrions-nous les dernières années de plomb ? En tout cas, la chape se fissure de partout. Nous taïrons par charité le soutien d'une tren-

taine de députés sarkozystes au double langage : ils n'iront pas jusqu'à proposer l'abolition des lois liberticides au nom desquelles, précisément, Zemmour est poursuivi. Mais journaliste de droite, celui-ci a reçu le soutien de nombreux journalistes, y compris de gauche, comme Elisabeth Lévy, ou du socialiste Jean-Pierre Chevènement, qui, dans un courrier adressé au tribunal, a déclaré : « Sans doute M. Zemmour a-t-il, dans le feu de la discussion, utilisé une formulation excessivement brutale mais il n'a hélas, pas dit une chose matériellement inexacte. »

Parole scientifique

De leur côté, des scientifiques de plus en plus nombreux, tels que Jean-Paul Gourévitch, Michèle Tribalat ou Hugues Lagrange, dont certains transmettaient naguère encore, en toute bonne foi, la vulgate imposée, publient, en toute impartialité, des résultats qui la remettent radicalement en cause, n'échappant à des poursuites qu'en raison du sérieux de leurs travaux... lequel condamne ceux-là même dont la conception de la liberté rejoint celle des hommes de la Terreur - « pas de liberté pour les ennemis de la liberté ». Certainement ces derniers regrettent-ils de ne pas pouvoir faire subir à ces scientifiques le sort que la République, qui n'avait pas besoin de savants, a fait subir à Lavoisier - et qu'ils cherchent aujourd'hui à imposer moralement à un polémiste de talent. Dans sa préface aux Mémoires de son aïeul Louis-Philippe, le défunt comte de Paris, citant Victor Hugo (Louis-Philippe « régnant, la presse a été libre, la tribune a été libre, la conscience et la parole ont été libres ») rappelait que la liberté, au sens moderne du mot, est un cadeau de la monarchie. M. Viktor Orban donnera-t-il bientôt des leçons de liberté d'expression à la république française ?

François Marcilhac

¹ In *Judiciarisation et discrimination*, 2007.

² Intervention mise en ligne sur le blogue du CRAF, le quotidien en ligne de l'Action française, le lundi 17 janvier dernier.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

L'Action Française 2000 fait peau neuve

COMME vous avez pu le remarquer, à partir de ce numéro, L'AF fait peau neuve dans sa présentation de la première page ; un changement destiné à attirer l'attention sur le journal dans les étals des kiosques de presse. Depuis plusieurs numéros déjà, nous nous efforçons d'améliorer le journal. Nous avons étoffé son équipe de rédacteurs pour diversifier ses collaborations et

ainsi commenter l'actualité politique, étrangère, économique, sociale et culturelle, toujours dans l'optique du seul intérêt national. Notre objectif : conjurer dans la grande tradition d'Action française la pertinence de l'analyse et l'impertinence du ton. Comme aimait à le rappeler Léon Daudet, « il importe de prendre parti. Le centrisme est le refuge des craintifs et des neurasthé-

niques, poids inutiles de la terre : "Je vomis les tièdes", parole sublime ! » Aujourd'hui la métamorphose se poursuit, avec un rajeunissement de la maquette. Aidez nous à continuer nos améliorations en vous abonnant et en participant à notre souscription. L'Action française prépare l'avenir. Ne vous en privez pas. Lisez-là, commentez-là, citez-là ! ■ AF

Liste n° 18

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,52 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M^{me} Bellegarde, 20 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; « Pour que vive l'Action française », François Favre (trois mois), 60 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Louis Moret, 100 ;

Alain Huet, 20 ; M. & M^{me} Michel

Pupion, 50 ; M^{me} Ghislaine Plaire Donati, 30 ; Cercle de l'Œillet blanc, 150.

Total de cette liste : 428,30 s
Listes précédentes : 19 228,33 s

Total : 19 653,63 s

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à cette adresse : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.



□ FRONT NATIONAL

Tours : d'un congrès l'autre

La droite nationale se trouve à la croisée des chemins. Portée à la tête du Front national, Marine Le Pen devra cultiver la lucidité sans verser dans la complaisance, retourner à son profit l'hostilité de nos confrères, et se positionner intelligemment face aux partis de gouvernement.

Il y a quelque quatre-vingt-dix ans, à Tours, du 25 au 30 décembre 1920, le XVIII^e congrès de la SFIO voyait la scission en deux du mouvement socialiste : tandis que la minorité restait fidèle au socialisme de la II^e internationale, la majorité, formant la Section française de l'Internationale communiste, se mettait sous la coupe du parti soviétique.

Pas de scission

Aucune scission, en revanche, les 14 et 15 janvier derniers, au XIV^e congrès du Front national, qui se déroulait, lui aussi, à Tours, devenue la ville des congrès historiques. Car si le oui-quène dernier la droite nationale, comme jadis la SFIO, y a vécu un moment crucial de son existence, décidant de son avenir, c'est, toutefois, dans une ambiance d'unité, et de fête, que Marine Le Pen a été proclamée la nouvelle présidente du Front national avec 67,5 % des voix, contre un peu plus de 32 % pour son concurrent, Bruno Gollnisch. Seule ombre au tableau : le départ du vieux grognard Roger Holeindre. Mais cela ne suffit pas à faire une scission, au grand dam des *media* officiels comme d'une certaine extrême droite qui se fussent semblablement délectés de voir le Front frappé par la désunion au moment de son relèvement, les premiers parce que nuire à la droite nationale fait en quelque sorte partie de leur "cahier des charges", la seconde parce qu'un Front sur le chemin, sinon de la victoire, du moins d'une popularité sans cesse croissante, les dérange dans leurs habitudes confortables d'éternels maudits de l'histoire. Bruno Gollnisch avait même dû, durant la campagne, se désolidariser de certains soutiens dont la vulgarité répugnante le desservait. Avec de tels amis, plus besoin d'ennemis...

Pas de scission en vue, donc : dans un sursaut d'amour-propre, Bruno Gollnisch s'est contenté de refuser la place de vice-président que lui proposait, depuis le début de la campagne, Marine Le Pen en cas de victoire. C'est que Bruno Gollnisch n'est ni Bruno Mégret, ni Carl Lang. Il sait que toute scission est vouée à l'échec quand elle n'est pas portée par un fort mouvement d'adhésion : elle serait ressentie comme un acte de trahison par l'immense majorité des militants, car elle briserait la dynamique que l'élection de Marine a enclenchée. Du reste, nullement humilié par un score plus qu'honorable, c'est debout que toute la salle l'a applaudi pour son discours, dimanche matin, dans lequel il n'a rien lâché - c'est normal - mais dont la grande dignité ne peut que renforcer l'image d'unité du mouvement. « *Personne, Marine, ne*



Marine Le Pen, en route pour 2012...

contestera ta légitimité pour nous représenter à l'élection présidentielle », a-t-il déclaré. Du reste, le nombre important de "gollnischiens" élus au comité central par les adhérents - 42 sur 100 - préserve la forte influence de celui qu'on présente comme le garant des valeurs historiques du FN.

De Clovis à Napoléon

Avec la victoire, Marine Le Pen est désormais investie d'une lourde responsabilité historique. Elle en semble consciente, comme en témoigne son discours, dimanche après-midi, où, insistant sur le rôle historique de l'État, elle s'est référée autant à la France de Clovis, d'Henri IV et de... Bonaparte (nous apprécions moins) qu'à la République, montrant que, contrairement à l'UMP, et à ce qu'on lui a souvent reproché, elle ne fait pas commencer l'histoire de notre pays à 1789, voire à Valmy, même, si malheureusement, elle reste indéfectiblement républicaine... Elle se place déjà dans la dynamique présidentielle, car loin d'être celui d'un simple dirigeant politique, elle a prononcé dès hier après-midi un discours de femme d'État. Entendre dans sa voiture, le soir sur *France Inter*, le socialiste Moscovici n'avoir pour seule perspective en 2012 que le rassemblement de la gauche autour de DSK montrait l'abîme existant entre ces deux ambitions pour la France.

Marine Le Pen devra maîtriser sa victoire, c'est-à-dire, avant tout, se méfier d'elle-même, savoir partager les responsabilités et, pour commencer, adopter la maxime de Louis XI accédant au trône : le roi de France ne se rappelle pas les offenses faites au dauphin, ce qui suppose une grande force de caractère. D'un point de vue strictement politique, l'élection de Bruno Gollnisch eût été une erreur historique, même si, comme il l'avait déclaré, il avait laissé la place à Marine Le Pen pour la présidentielle. Les militants ne l'ont pas commise, avant tout parce que la personnalité de Marine Le Pen a déjà élargi la base militante du Front national. Mais, surtout, les enjeux politiques ont besoin de clarté. Non seulement les militants, mais les Français pourront continuer d'identifier le Front avec une personnalité unique, forte, médiatique - hier Jean-Marie Le Pen, aujourd'hui Marine Le Pen, qui sera tout sauf le clone de son père. Être devenue la chou-chou des *media*, d'aucuns lui en ont fait le reproche, y voyant la preuve qu'elle avait trahi les idéaux du Front. Il est vrai que, par la dédiabolisation du parti qu'elle a engagée, elle peut donner l'impression d'abandonner, notamment sur les questions de société, des convictions que partagent tous les Français attachés aux valeurs de notre civilisation. Mais fait-elle autre chose que de prendre en

considération avec lucidité la société française quand elle refuse la perspective d'une abolition pure et simple de la loi Veil, malheureusement impossible en l'état des mentalités de nos contemporains, comme était impossible, aux premiers temps du christianisme, l'abolition des jeux sanglants du cirque ? Elle doit évidemment ne pas passer de la lucidité à la complaisance. De même, son refus de l'obsession homophobe, qui traverse certains courants extrémistes, ne doit pas se traduire par une autre complaisance, envers de nouvelles et fausses formes de famille dont les premières victimes seraient les enfants. Du reste, en dépit du matraquage médiatique, les Français ne voient ni dans le mariage de personnes de même sexe ni dans l'adoption par des "couples" homosexuels des priorités ! Ils ont bien d'autres sujets de préoccupation.

L'effet Marine

Surtout, il faut prendre conscience que les *media*, outre qu'ils ont une logique propre, la recherche de l'audimat, qui sert "Marine" tout autant qu'elle a desservi "Bruno", ne feront, le moment venu, aucun cadeau à la première. Ils l'ont déjà montré en diabolisant de façon artificielle ses propos sur l'occupation des rues par des militants islamistes, qui préfèrent laisser vide, le jour de la prière, la mosquée de Pa-

ris. Avec cynisme, les *media* essaieront de se servir de l'"effet" Marine Le Pen tant qu'il leur semblera utile dans la perspective de 2012 pour favoriser ceux des candidats qu'ils auront choisis - Sarkozy, DSK... À Marine, en retour, de savoir se servir d'eux ! Et de montrer que le Front sait répondre aux véritables préoccupations des Français qui sont d'ordre économique et social, la question de l'immigration ou celle de l'insécurité leur étant liées, en grande partie.

L'exemple du MSI ?

Disant cela, nous pensons évidemment à l'accusation d'évolution à la "Fini" - l'ancien chef du MSI italien devenu centriste -, que méditerait Marine Le Pen. Elle a pourtant toujours affirmé le contraire, notamment à *L'AF 2000* (n° 2804) : « *Je crois avoir été très claire sur la question d'un quelconque rapprochement avec l'UMP qui est inenvisageable. Mon objectif est de faire du Front national un pôle de rassemblement à vocation majoritaire et non de servir de béquille à un gouvernement UMP qui conduit une politique nocive et radicalement différente de celle que nous prônons.* » Certes, la vie politique justifie tous les revirements. Toutefois, le croire possible, c'est mettre en doute, plus encore que son honnêteté intellectuelle, son intelligence politique. Qu'un nombre toujours croissant de militants du parti présidentiel souhaite, si on en croit les sondages, des alliances avec un Front national en poupe, révèle surtout le travail que le Front doit fournir à leur égard car, côté responsables, la création de La Droite populaire téléguidée de l'Élysée montre seulement une volonté cynique de réitérer le coup de 2007 auprès de l'électorat populaire. Jean-François Kahn nous semble plus proche de la réalité lorsqu'il conclut son article du dernier *Marianne* : « *L'UMP finira-t-elle par faire alliance avec elle ? La réponse est claire - et elle en dit long : c'est elle, Marine Le Pen, qui refusera.* »

On peut évidemment se tromper. Mais rechercher à se fondre dans le moule de la droite classique pour accéder au pouvoir au moment où les valeurs de la démocratie libérale, polluées par le mondialisme, meurent chaque jour davantage dans le cœur d'un nombre croissant de nos compatriotes, serait faire preuve d'aveuglement politique. Rien ne permet, pour l'heure, d'affirmer que Marine Le Pen commettra cette faute historique. ■

François Marcilhac

JEAN-PIERRE LAMY

Estimations immobilières et commerciales

Membre de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Estimations Immobilières
223 rue de l'Université 75007 Paris
Bureaux à Avignon et Cannes
06 63 09 35 16
lamyjeanpierre@sfr.fr

□ SYNDICATS

Perspectives sociales

Les syndicats ont commencé l'année forts d'une popularité confirmée. Leur unité se maintient, tandis qu'ils remportent quelques victoires locales. Reste à passer des revendications aux propositions.

Pour le mouvement social, l'année 2010 s'est mieux terminée qu'elle n'avait commencé, même si la bataille des retraites s'est conclue par un échec. Mais quel échec ? Des millions de Français dans la rue, un front syndical apparemment res-soudé, voire relégitimé aux yeux d'un grand nombre de Français, une opinion publique largement acquise, un gouvernement contraint de renvoyer à plus tard son programme de "réformes".

Une réforme repoussée

Ainsi, on n'ouvrira aucune négociation avant la fin du quinquennat sur la réforme du marché du travail, inspirée des exigences bruxelloises et, disons-le tout net, c'est tant mieux pour les salariés précaires et pour les chômeurs, menacés de statuts encore plus aléatoires. Le gouvernement voudrait bien parler de l'emploi des jeunes, mais les syndicats, échaudés par le CPE et autre CIP, n'ont aucune envie de répondre à l'appel. Quant au Medef, la contestation y bat son plein contre M^{me} Parisot et ses mentors sarkozystes ; ce n'est pas le meilleur moment pour engager de nouvelles grandes manœuvres. De même, la contestation contre la réforme des retraites a dopé les revendications salariales dans les entreprises. On n'a jamais autant négocié sur les salaires que depuis octobre et dans un grand nombre de cas avec succès. C'est vrai chez Bosch où les débrayages de l'automne ont permis aux salariés d'enregistrer une hausse de salaire près de deux fois supérieure à ce que prévoyait leur direction. Même chose chez Rhodia, à l'issue là encore d'un conflit très dur qui a mobilisé 80 % du personnel de production. La fermeté paye également sur le plan



À Paris, en octobre dernier

juridique contre les licenciements boursiers et les "patrons voyous". Les conseils de prud'hommes et les tribunaux sanctionnent de plus en plus souvent des plans sociaux bâclés, rédigés au mépris de la loi ou inexistant. À Cherbourg, les salariés de Sanmina France font condamner le groupe yankee qui les employait pour licenciements abusifs et obtiennent les indemnités minimales qu'ils réclamaient. À Bernay, c'est le groupe PPR qui perd en appel contre ses anciens salariés à qui il devra payer des sommes allant de 10 000 à 116 000 euros. On espère qu'il en sera de même pour les salariés de Molex qui se battent toujours pour que leur ancien employeur - encore un groupe américain voyou - paye leurs indemnités légales de licenciement. Des Molex qui ne comptent que

sur eux-mêmes dans cette dure bataille ; ils ont pu en effet mesurer la duplicité d'un gouvernement qui les a abreuvés de bonnes paroles mais qui n'a rien fait pour qu'ils obtiennent justice.

Face aux Américains

On ne se méfiait d'ailleurs jamais assez des groupes étrangers qui, une nouvelle fois en décembre, sont à l'origine des plans sociaux les plus lourds. C'est pourquoi l'attitude d'équipes CGT comme celle des Verreries du Languedoc, qui négocie pied à pied la reprise de son entreprise par le géant américain Owens-Illinois, entraîne un certain regain de popularité des syndicats auprès des Français. Selon un sondage TNS-Sofres, publié fin novembre, 54 % de nos concitoyens font « tout à fait ou plu-

tôt confiance » aux syndicats pour les défendre, soit une hausse de 8 points en deux mois. L'amélioration de cette image est particulièrement forte chez les jeunes et les salariés du secteur privé. La CGT et la CFDT affirment du reste assister depuis septembre à un afflux d'adhésions en provenance de ces deux catégories.

Indépendance

Les organisations syndicales sauront-elles tirer partie d'un contexte qui leur est manifestement favorable ? Il le semble si on se place du point de vue de l'unité d'action. L'intersyndicale qui s'est constituée au moment de la bataille des retraites a tenu le choc ; elle s'est même érigée en structure permanente et s'appuie sur une plate-forme de revendications solide. Sa ligne d'indépendance vis-à-vis des partis politiques, et en particulier du PS, est très bien perçue par un grand nombre de salariés, les confortant dans l'idée que c'est au sein du mouvement social et non pas dans les *think tanks* à la mode que la transformation de la société peut se construire. Encore faut-il être capable de passer de la revendication à la proposition et c'est là que le bât blesse. On l'a bien vu lors du conflit des retraites où deux lignes de propositions se sont affrontées : celle de la CGT, intransigeante, et celle de la CFDT, plus sensible aux sirènes social-libérales des petits maîtres de la rue de Solferino.

Le chantier que vient d'ouvrir l'intersyndicale pour mettre à jour sa plate-forme de revendications permettra-t-il de dépasser ces oppositions et de faire naître des "cahiers de propositions" ? Ce chantier peut-il également marquer des avancées en matière de recomposition syndicale ? La CGT et la FSU le souhaitent visiblement et entendent battre le fer tant qu'il est chaud. Elles ont lancé, le 16 décembre dernier un appel à « un rassemblement plus durable pour construire et renforcer un syndicalisme rénové de transformation sociale, articulant luttes et propositions ». Sera-t-il entendu ? L'avenir le dira. ■

Jean Darville



» GABEGIE

À peine lancé, déjà supprimé : le réseau social de l'UMP n'aura pas fait long feu. Lancé il y a un an par Xavier Bertrand, alors secrétaire général du parti, pour constituer un « réseau d'action citoyenne à la fois sur les plans local et national » le site Internet "Créateurs de possibles" va fermer boutique. 1,2 millions d'euros auraient été perdus dans cette affaire.

» PRIVATISATION

En dépit des controverses suscitées par la "privatisation des armées", la Marine nationale va s'appuyer sur un prestataire externe pour organiser ses entraînements. Le groupement V.Navy-V.Ship, qui a remporté l'appel d'offres lancé à cet effet, lui fournira « au coup par coup » les moyens humains et matériels nécessaires aux exercices. Ce faisant, la Royale espère économiser le potentiel des navires militaires.

» VIE CHÈRE

Dans les départements d'outre-mer, « le redressement économique se fait toujours attendre », annonçait *Les Échos* le 7 janvier, tandis que le président de la République se rendait aux Antilles. Selon le magazine *Linéaires* cité par nos confrères, les prix alimentaires de la grande distribution martiniquaise seraient 84 % plus élevés que ceux observés en métropole.

DIMANCHE 23 JANVIER

Marche nationale pour le respect de la vie

"Unis pour la défense de la Vie", tel est le mot d'ordre de la septième marche pour le respect de la Vie, à laquelle les organisateurs ont assigné quatre objectifs fondamentaux.

□ **Un réveil des consciences** - La conscience dont il s'agit ici, c'est au premier chef la conscience morale, celle qui, propre à l'être humain, permet de distinguer le bien du mal. [...] Pour nombre de nos concitoyens le fait de donner la mort à un enfant qui n'est pas encore né est un acte sans connotation morale : ce n'est plus un mal en soi. Plus de trente années de cette pratique devenue légale, quasiment libre en fait et même soutenue par les pouvoirs publics, ont atteint tant de

personnes et tant de familles que la légalité est devenue légitimité. [...] Il y a une autre acception du terme conscience qui est ici en jeu, c'est la faculté d'appréhender la réalité, de distinguer le vrai du faux ou de l'imaginaire, de voir les choses telles qu'elles sont et non comme on voudrait qu'elles soient. Ainsi le terme "amas de cellules" qualifiant l'embryon pour nier son humanité [...]

□ **La libération des femmes poussées ou même contraintes à l'avortement** - Les faits sont là : pour nombre de femmes enceintes c'est un véritable étai dans lequel elles sont prises du fait des pressions qu'elles subissent, de la part de leur entourage. [...] Et par dessus tout le Planning Familial subventionné par l'État et les autres collectivités territoriales, c'est à dire, à leur insu, par les contribuables. [...] Comment desserrer cet étai, comment briser ce tabou de l'avortement qui détruit plus de 220 000 vies humaines par

an ? [...] Tout d'abord cesser de financer ceux qui poussent au crime sous couvert du droit, alors que tout notre droit est dans son principe fondé sur le respect et la protection de la vie humaine. Cesser d'organiser l'endoctrinement des jeunes en matière d'avortement. Soutenir financièrement les mouvements d'aide aux femmes enceintes en difficulté. Rétablir le délit de provocation à l'avortement et sanctionner les comportements constitutifs d'incitation à l'avortement.

□ **Une véritable politique au service de la Vie et de la famille**, impliquant un développement sans précédent des aides à la maternité et des structures d'accueil pour les femmes enceintes en difficulté.

□ **Le remplacement des lois et règlements contraires à la vie humaine par des dispositions favorisant l'accueil de la Vie et respectant la loi naturelle** - C'est donc pratiquement toute la législation is-

sue de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse, qu'il s'agit de modifier.

S'appuyer sur la détresse supposée d'une femme enceinte pour lui permettre de faire supprimer son enfant [...] relève de l'inconscience. [...] Confier à des médecins [la tâche] de la supprimer, est réaliser un renversement éthique qui n'a pas fini de bouleverser la médecine et se répercute aujourd'hui sur l'ensemble de la bioéthique. [...] Ce sont des chaînes qu'il faut briser pour rendre libre. [...] Tout être humain a un droit inhérent à la vie, de sa conception à sa mort naturelle. Tant que notre législation n'appliquera pas ce droit et restera entachée de la pire des discriminations, les Marches pour la vie ne s'arrêteront pas. ■

✓ Rassemblement le dimanche 23 janvier à 14 h 30, place de la République, Paris 10^e ; <http://enmarchepourlavie.fr>

□ CONTROVERSE

L'euro sur la sellette

Malmenée par la crise des dettes souveraines, la monnaie unique suscite des prises de positions ambiguës, où s'entremêlent parfois les arguments chers à chacun des "camps" souverainistes et européiste.

28 % des Français souhaitent en finir avec l'euro, selon un sondage Ifop réalisé pour *France Soir* les 5 et 6 janvier. Bien que cette proportion soit en recul par rapport à novembre, un tabou a manifestement été brisé. Emmanuel Todd s'en félicite : « *L'acquis du dernier trimestre de 2010, c'est qu'on est arrivé au bout de la croyance en l'euro comme horizon spécifique pour l'Europe* », a-t-il déclaré, pariant sur la disparition de la monnaie unique sous sa forme actuelle d'ici la fin de l'année (*Le Soir*, 04/01/2010).

Deux opposants résignés

Sur la rive droite du souverainisme, Nicolas Dupont-Aignan s'en donne à cœur joie ; à gauche, en revanche, Jean-Pierre Chevènement se montre timoré : « *Je ne propose pas de sauter par le hublot* », a-t-il expliqué (*France Inter*, 06/01/2010). Rendant hommage à Philippe Séguin, Henri Guaino tient un discours similaire, soutenant que ce dernier « *avait tout anticipé, tout prévu, et notamment qu'une fois que ce serait fait, il serait impossible de revenir en arrière* » (*Les Échos*, 06/01/2011). Selon le "conseiller spécial" de Nicolas Sarkozy, en effet, « *sortir de l'euro aurait un coût colossal* ». Allusion, peut-être, au renchérissement de la dette - libellée en euros - qui résulterait de l'adoption d'une monnaie dévaluée.

Quoi qu'il en soit, selon la "vulgate médiatique" dont le président de la République se fait ici l'apôtre, « *on ne peut avoir une même monnaie et partager des stratégies économiques différentes* », ni « *parler convergence économique sans convergence des systèmes fiscaux* » (*Euractiv*, 13/01/2010). Outre les souverainistes, des libéraux contestent cette "surenchère européiste", tel Alain Madelin, pour qui « *de telles*



Emmanuel Todd annonce la disparition de l'euro d'ici la fin de l'année

propositions, si elles étaient suivies, conduiraient assurément à l'explosion et de l'euro et de l'Europe ». « *Il est chimérique d'imaginer un budget fédéral européen organisant des transferts financiers massifs pour compenser les différences de compétitivité* », proclame l'ancien ministre de l'Économie. « *Tout comme il est chimérique de vouloir forcer la solidarité par l'émission d'obligations européennes communes* ». Quant au projet d'harmoniser les politiques fiscales et sociales « *au travers d'un gouvernement économique* », il se heurte, selon lui, « *tant à l'exigence de souplesse et de concurrence de la zone euro qu'à la nécessité de faciliter les ajustements des différences nationales par des variations relatives de prix et des politiques budgétaires autonomes* ».

De son côté, le Premier ministre cultive l'ambiguïté, arguant de son passé eurosceptique pour légitimer son discours : « *N'ayant pas voté pour le traité de Maastricht, je crois [...] ne pas pouvoir être suspecté de dogmatisme en la matière* », a-t-il déclaré en présentant ses vœux à la presse. « *Cette*

crise n'est pas la crise de l'euro », a-t-il assuré, prenant le contrepied d'Alain Bournazel (voir ci-contre). « *C'est avant tout la crise de pays qui ont été affaiblis par la récession économique qui a révélé et qui a amplifié les lacunes de leurs modèles de croissance* ». François Fillon en viendra-t-il à fustiger l'État-providence ?

Flatter l'opinion

Pour l'heure, cet écho à la campagne de Maastricht semble participer d'un positionnement plus général de l'exécutif, soucieux, sans doute, de flatter une opinion publique critique à l'égard du "machin européen", mais soumis, également, à la pression des circonstances, les périodes de crise soulignant, inévitablement, la faiblesse des mécanismes communautaires. « *Si la volonté politique [...] est bien présente, "l'esprit européen" ne l'est toujours pas* », déplorait récemment notre confrère Éric Le Boucher (*Les Échos*, 14/01/11). Sont-ils seulement compatibles ? ■

Grégoire Dubost

L'Europe malade de l'euro

LE SOMMET EUROPÉEN qui s'est tenu à Bruxelles les 16 et 17 décembre fut, comme les précédents, consacré à la crise financière. Cette constance du problème suffit à montrer que le mal est à la fois profond et durable. Il paraît bien lointain le temps du rêve idyllique où M. Trichet déclamait ingénument que le Fonds monétaire international (FMI) n'aurait pas à intervenir en Europe car les pays de l'Union européenne étaient à l'abri d'une crise du fait de l'euro. Aujourd'hui, la crise, c'est l'euro, et le FMI est appelé à la rescousse. Avant le sommet, M^{me} Merkel, comme à l'accoutumée, a exposé sa stratégie au Bundestag. Elle a souligné que la monnaie unique profitait tout particulièrement à l'Allemagne. Donc il fallait défendre l'euro. Notre président de la République n'ayant, semble-t-il, sur ces questions que les idées vagues qu'il faut bien appeler l'ignorance, a immédiatement accepté la thèse du chancelier allemand. Dans le couple franco-allemand, c'est la femme qui commande.

Et le Conseil européen de poursuivre dans la stratégie qui consiste à essayer de remplir un tonneau sans fond. Le capital de la Banque centrale européenne (BCE) est pratiquement doublé ; de 5,76 milliards d'euros, il doit progressivement être porté à 10,76 milliards. Par ailleurs, un fonds permanent de secours pour résister aux crises financières doit être mis en place, ce qui nécessite au passage une modification du traité de Lisbonne. Ce fonds que M^{me} Lagarde, qui a récemment le sens de l'humour qualifie, « *d'ajustement majeur* » a pour objet de rassurer les marchés sur la capacité de résistance de la zone euro. L'Antiquité avait connu le culte des idoles. Cet acharnement à vouloir à tout prix défendre l'euro a quelque chose de pathétique ; les générations futures auront sans doute du mal à comprendre cette vénération



enfantine et idolâtre pour un système non seulement inefficace mais malfaisant. Où est-elle la prospérité qui nous était naguère promise par la zone euro ? L'austérité imposée par la crise accule la Grèce aux lisières de la guérilla urbaine. Malgré trois plans de rigueur depuis 2008, et des secours financiers importants du FMI et de l'Union européenne, l'Irlande est enlisée dans un déficit abyssal qui atteint 32 % de son PIB. Et l'agence Moody's vient de baisser de cinq crans sa note. Le Portugal est en crise. L'Espagne vend une partie de ses aéroports et supprime l'allocation de fin de droit que touchaient 700 000 personnes ; le chômage frappe 20 % de la population active. Moody's vient de placer le pays sous surveillance négative. L'Italie conjugue une croissance faible (1 %) et une dette considérable 1 900 milliards d'euros. Depuis le passage à l'euro, la France accuse une perte de compétitivité. L'investissement est poussif. La croissance se situera aux alentours de 1,6 %. M^{me} Lagarde annonce une croissance de 2 % pour 2011 ; non seulement elle a le sens de l'humour, mais elle rêve. L'Europe de Bruxelles enfonce chaque jour davantage les pays de l'Union dans une catastrophe qui leur coûte cher aujourd'hui, et qui, dans peu de temps, leur coûtera très cher. Bref, les pays européens sont placés à un carrefour décisif. Ou bien en finir avec l'Europe de Bruxelles. Ou bien affronter des révolutions. □

Alain Bournazel
Secrétaire général du Rassemblement pour l'Indépendance de la France

✓ Paru sur les *Manants du Roi*.

ITALIE

Démêlés juridiques du Cavaliere

QUAND le temps judiciaire rejoint le calendrier politique : les juges de la Cour constitutionnelle italienne devaient initialement se prononcer le 14 décembre sur l'immunité judiciaire de Silvio Berlusconi, soit le jour même du vote de censure finalement surmonté de justesse par le président du Conseil. Une date jugée « *politiquement inopportune* », mais ce n'était que partie remise. Un mois plus tard, le 13 janvier, les membres de la Cour constitutionnelle ont rendu leur sentence et, bien que marquée du sceau du compromis, elle n'est guère rassurante pour Silvio Berlusconi.

Il s'agissait de déterminer si la loi adoptée l'an dernier par la majorité de droite, et qui prévoyait que le chef du gouvernement puisse pendant dix-huit mois ne pas déférer aux convocations des procureurs milanais, était conforme à la constitution.

Le gouvernement fragilisé

Elle ne l'est que partiellement. La Cour constitutionnelle a estimé que la norme était admissible dans son principe, mais qu'elle ne pouvait avoir un caractère automatique. Autrement dit, Berlusconi devra justifier à chaque convocation d'un « *empêchement légitime* » résultant de sa fonction pour refuser de se présenter au tribunal. Silvio Berlusconi a beau afficher une relative assurance et rejeter l'idée d'élections anticipées, la décision de la Cour suprême ne man-

quera pas de fragiliser la position du gouvernement. D'autant que les juges, majoritairement antiberlusconiens, entendent bien reprendre leur "harcèlement".

Si, jouant la montre, Berlusconi peut espérer bénéficier de la prescription dans des affaires déjà anciennes, en revanche il ne doit s'attendre à aucune mansuétude de la part des procureurs les plus déterminés à s'emparer de dossiers en cours d'instruction, comme celui de la jeune "Ruby" qui défraie la chronique des mœurs.

Dans cette passe difficile, la Ligue du Nord s'affirme toujours plus comme la composante indispensable de la coalition de droite et prétend être un "allié de fer" de Silvio Berlusconi. Déplorant « *l'hostilité* » de la Cour constitutionnelle, Umberto Bossi soutient que l'action du gouvernement ne s'en trouvera pas affectée. À vérifier dans un proche avenir. ■ G.C.M.



Silvio Berlusconi

UNION EUROPÉENNE

La tournante hongroise

Depuis le 1er janvier, et pour une durée de six mois, la Hongrie préside la plupart des réunions du Conseil des ministres de l'Union européenne. Avec quels enjeux ?

Depuis le 1er janvier, la Hongrie préside l'Union européenne pour six mois. C'est au Premier ministre conservateur, Viktor Orban qu'échoit, après la Belgique, la responsabilité de cette mascarade. Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, la présidence du Conseil de l'UE se distingue de la présidence du Conseil européen. Sorte de "super" conseil des ministres composé des ministres des États membres, la première fait l'objet d'une présidence tournante tous les six mois et dispose d'un réel pouvoir de décision conjointement exercé avec le Parlement européen, tandis que la seconde, qui est assurée par un président élu pour deux ans et demi (l'actuel étant le Belge Herman Van Rompuy), est l'organe supérieur de l'Union qui s'occupe d'impulser la politique européenne et prend les décisions majeures en matière de modification des traités, par exemple.

Démocrate, ma non troppo

Cette tournante institutionnelle ne manque pas de faire l'objet de critiques âpres, dès lors que l'État qui en prend la présidence n'a pas l'heur de plaire aux "européomanes" de tous poils qui constituent la galaxie communautaire. C'est le cas de la Hongrie dont certains plumitifs, comme l'inénarrable Jean Quatremer (bruxelles.blogs.libération.fr), ont cru devoir dénoncer la « *dérive autoritaire* » à cause de la récente loi hongroise sur les médias qui musellerait ces derniers.

C'est que la Démocratie dont nos donneurs de leçons se gargarisent tant est à géométrie variable. Ils se verraient réformer les institutions européennes dans un sens plus restrictif de façon à éviter que de vilains et sombres canards (surtout ceux en provenance des pays de l'Est, derniers entrés dans ce Babel-Oued euro-mondialiste) ne viennent saper les fondements de leur club impotent. On rappellera que Viktor Orban travaille à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen. L'enjeu stratégique est de déplacer le problème des Roms de ses frontières australes vers ces pays et d'en favoriser le règlement définitif par Bruxelles. Évidemment, la France comme l'Allemagne ne le souhaitent guère. Sur le plan de sa politique interne, la Hongrie a mis en place un système de taxation de "crise" frappant les banques et les filiales des grandes entreprises européennes sises sur son territoire, ce qui écorne sévèrement le *credo* libre-échangiste dont la Commission est la gardienne jalouse.



Le bâtiment Justus Lipsius, siège du Conseil de l'UE, "personnalisé" par la Hongrie

Mais il y a plus. Nos grandes consciences eurobéates craignent que le chef du gouvernement magyar ne soit par trop sensible aux douces sirènes du Jobbik (Mouvement pour une meilleure Hongrie), parti nationaliste qui a recueilli près de 17 % des voix lors des législatives d'avril dernier. Elles n'ont pourtant pas tort, mais pas pour de bonnes raisons. Si elles redoutent une telle influence (qui aurait des répercussions sur la présidence hongroise de l'Europe), c'est précisément à cause du tropisme de ce parti pour un axe sino-russe en matière de politique étrangère qui serait le pendant de l'américano-atlantisme militant de nos élites européennes. Orban ne semble pas défavorable à cette orientation qui heurte de front la politique étrangère de l'Union dont on se plaira, en passant, à souligner qu'elle est littéralement sabordée par la Britannique Catherine Ashton, (actuel Haut représentant de l'Union aux Affaires étrangères) qui en fait une dépendance du

Foreign Office, c'est-à-dire une succursale de la Maison-Blanche. Mais le Jobbik pousse également à un rapprochement avec la Turquie, voire avec des pays cousins tels que le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan ou le Turkménistan. Si l'entrée du géant ottoman au sein de l'Union est loin d'être écartée par les oligarques bruxellois, force est de constater que d'un point de vue géostratégique, les États-Unis comme les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) visent l'effondrement ou, à tout le moins, l'affaiblissement de l'Union européenne par la mithridatisation du virus islamique.

Une relève coûteuse

Tout est donc pour le mieux dans la maison Europe qui, décidément, prend l'eau de toute part et perd jour après jour son crédit auprès des peuples qui la rejettent sans parvenir, nonobstant, à se débarrasser de ses zéloteurs stipendiés (grassement). Demain, la Pologne,

la Belgique qui avait elle-même succédé à l'Espagne, tous les six mois, l'Union européenne offre aux peuples, qui n'en peuvent mais, le tableau d'une relève institutionnelle aussi coûteuse qu'inutile, quand on sait que par le jeu des délégations, le Conseil aliène son pouvoir réglementaire entre les mains d'une Commission (présidée par l'apathique Barroso) toujours plus omnipotente.

Comitologie

Là où le Conseil pouvait apparaître comme une pseudo vitrine représentative des États souverains, le système de la "comitologie" (délégations par le Conseil à des comités divers secondant la Commission), largement validé par la Cour de justice depuis 1970 et désormais codifié par le traité de Lisbonne, confie la fonction normative à un organe supranational totalement irresponsable politiquement et surpuissant juridiquement. La preuve en est que la Belgique, depuis plus de six mois sans gouvernement, a pu assumer la présidence nominale du Conseil. Un chien coiffé d'un bonnet aux couleurs belges, aurait sans doute fait l'affaire. C'est dire que la Commission est fondamentalement le noyau atomique de cette « *Europe sans les peuples* » (selon l'heureuse formule de l'ancien député européen Georges Berthu) aux mains d'élites mondialisées qui ne se conçoivent plus comme appartenant à des nations, mais bien à une hyper-classe "bling bling" mondiale, méprisant la France et les autres États souverains, perçus comme de ridicules forteresses à annihiler. Aussi, est-il de salubrité publique d'alerter incessamment nos concitoyens de la vacuité d'une Europe sans âme et ayant délibérément opté pour une acculturation an-historique (notamment, en refusant de reconnaître ses racines chrétiennes), coupée, *ab initio*, des peuples censés lui donner sa substance vitale. Nos anciens monarques, qui pratiquaient l'euro-péanité par le mariage, inscrivaient ainsi le vieux continent dans une histoire de famille où les disputes pouvaient s'avérer aussi orageuses (nos guerres fratricides en attestent) que furent étroites les affinités et les amitiés, voire les amours. Là et seulement là résidait l'âme, le principe spirituel d'une Europe, entrée depuis en dormition. ■

Aristide Leucate

BELGIQUE

Bart De Wever sur la sellette

LES ÉDITORIALISTES belges s'arrachent les cheveux et martyrisent leur plume. « *Et si on commençait à négocier ?* », s'interroge Véronique Lamquin dans *Le Soir*. Depuis le 3 septembre, les négociateurs censés constituer les assises d'un gouvernement ne se sont plus retrouvés. Le conciliateur royal, le socialiste flamand Johan Vande Lanotte, a déposé ses conclusions, mais démocrate-chrétiens et NVA ne l'ont pas suivi. « *J'abandonne* », s'est-il écrié, découragé. « *On ne conduit pas à l'abreuvoir un cheval qui ne veut pas boire.* » Le roi a insisté. Voilà le conciliateur persuadé de devenir palefrenier... Mais la bête demeure rétive. À l'impuissance politique se mêle la douleur intime. La mère de Johan Vande Lanotte vient de mourir. La classe politique a processionné autour de sa tombe. La NVA, le parti de Bart De Wever, n'était pas représenté. Mais les libéraux flamands ne l'étaient pas non plus. Et comme jadis les "krémologues" au temps de l'Union soviétique, on suppose la signification d'une présence ou non lors de telle ou telle manifestation.

Francis Van de Woestyne, dans *La Libre Belgique*, y va d'un éditorial fantasmagorique intitulé « *Sans lui...* ». Le nom n'est pas cité tant il est présent dans les esprits. « *Il suffirait qu'il ne soit pas là pour que d'un coup, le ciel se dégage. Oui, on en rêve.* » Et l'éditorialiste d'imaginer qu'un jour les démocrates-chrétiens retrouveront leurs esprits, poussés par les milieux patronaux et syndicaux. Rêve qui n'est pas totalement absurde. Du côté des syndicats chrétiens, on se cabre. Leur président Luc Cortebec fut pris d'un coup de sang lorsqu'il entendit Bart De Wever s'attaquer à la Sécurité sociale et aux allocations de chômage au nom d'un régionalisme soi-disant plus performant.

« *C'est honteux* », a-t-il réagi devant la télévision flamande. Même du côté de la Voka, l'association patronale flamande, peut-être pour la première fois, on relève une distanciation mesurée et prudente à l'égard des coups de butoir de la NVA. L'attention portée à la Belgique par les marchés financiers pourrait expliquer ce pas de deux, qui n'est pas pour autant un revirement. Peut-être, après tout, que même les flamands ont lu La Fontaine et se prennent à songer que « *tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse* ». □

Charles-Henri Brignac

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone
- ✓ Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)

- France80 €
- Étranger140 €

Abonnement ordinaire

- Un an125 €
- Six mois70 €

Abonnement de soutien

- Un an150 €

Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques

- Un an70 €

Outre-mer (un an)

- DOM135 €
- TOM165 €

Étranger (un an)

- Europe165 €
- Autres pays178 €

MOUDJAHIDINES

Les assiégés d'Achraf

Opposés à la monarchie iranienne mais défaits par les mollahs, les moudjahidines se sont réfugiés en Irak, où leur camp est aujourd'hui assiégé. En France, leurs représentants se mobilisent.

Ceux qui s'appellent eux-mêmes les Moudjahidines du peuple font figure à la fois d'oubliés et de persécutés de l'histoire. Sans qu'on puisse pour autant les exonérer d'un passé de bruit et de fureur dans leur pays, l'Iran. Comme souvent, les acteurs deviennent tour à tour bourreaux et victimes. Au fil des ans, et malgré les ambitions nourries par le shah pour son peuple, l'écart se creusa. Les dérives et les excès de la Savak, redoutable police politique, conduisirent à la rupture. Les alliés du shah se détournèrent du "mal" et choisirent le "pire".

Un islam marxiste

Dans le mouvement populaire qui balaya la monarchie, les moudjahidines, avec Massoud Radjavi, jouèrent leur rôle. Cela au nom d'un islam paré, pour les besoins de la "modernité", d'une étiquette marxiste, faux nez qui n'abusa pas grand monde. Mais ces révolutionnaires se virent contrés et défaits par les mollahs chiites de Khomeini. Ce fut pour eux une descente aux enfers qui n'a toujours pas trouvé son épilogue. Dans une fuite en avant, et sur les chemins de l'exil, le mouvement s'est retrouvé en Irak, protégé par Saddam Hussein. À la mort de celui-ci, réfugiés dans leur camp d'Achraf à une centaine de kilomètres de Bagdad, les moudjahidines furent la cible des Américains avant de passer avec eux un accord de cessez-le-feu. Ils ont toujours été considérés par les grandes puissances comme un yoyo dans les relations nouées avec l'Iran des mollahs. Massoud Radjavi a disparu de la scène sans que personne sache s'il est encore en vie. C'est sa femme Maryam, réfugiée en France, qui a repris le flambeau. Autour d'elle et de son beau-frère, médecin établi depuis des lustres à Anvers-sur-Oise, s'est constituée une véri-



Maryam Radjavi

table société avec ses règles, ses rites et ses espoirs. Les années ont passé. Une bonne partie de ces exilés se sont parfaitement intégrés dans la société française, sans jamais oublier leur souhait le plus cher : "l'an prochain à Téhéran". Ce qui, en dépit de de l'inlassable répétition d'une littérature abondamment répandue par leurs officines, ressemble à l'inaccessible étoile... Nous avons assisté à la cérémonie des vœux, imposante célébration autour de Maryam Radjavi. C'est elle qui vient apporter des nouvelles d'Achraf. Beaucoup, dans l'assistance, y ont des pa-

rents, des amis. Ce qu'elle rapporte est tout récent, avive l'inquiétude, affermit l'indignation et la détermination.

Factions irakiennes

Le pouvoir irakien est parcouru de mouvements divers et contradictoire, entre sunnites, chiites et kurdes. Le Premier ministre, le chiite Nouri al-Maliki, est devenu le persécuteur d'Achraf, devant le président, le kurde Jalal Talabani qui, les bras croisés, fait de la figuration. Le 7 janvier, il laissé se développer (à moins qu'il l'ait organisée) une attaque de

vaste ampleur dont des images ont été montrées. Les assaillants ont utilisé des cocktails Molotov et des barres de fer. On compta 176 blessés parmi les assiégés, certains grièvement atteints. Les principal hôpital de la région a refusé de les admettre.

Ennemis de Dieu

Cette agression se produit au lendemain de la pendaison, fin décembre, à la prison d'Evine à Téhéran, d'Ali Saremi, un homme arrêté pour avoir rendu visite à son fils à Achraf, ce qui lui a valu l'anathème de "moharebeh" (ennemi de Dieu). Deux autres Iraniens, Jafar Kazemi et Mohamed Ali Hadj Afgai, se trouvent en attente du même sort pour des raisons similaires. Il y a quelques mois, c'est un monarchiste qui avait été exécuté. Le pouvoir iranien tue. Et le pouvoir irakien, ou certaines de ses factions, s'en montrent complices. Depuis un an, le camp d'Achraf est entouré de cent quatre-vingts hauts-parleurs. Ceux-ci déversent nuit et jour des vociférations infligeant une torture continue aux habitants. Dans tout cela, une nouvelle est venue éclaircir l'horizon. Par décision judiciaire, il leur a été reconnu le droit à bénéficier de la protection prévue par la convention de Genève relative aux populations civiles en temps de guerre. Au-delà des analyses critiques et des réserves que peuvent susciter les moudjahidines, la situation et le sort qui leur est fait sont à prendre en compte. Il n'est pas indifférent que cinq mille maires de France, toutes tendances confondues, viennent de signer un appel à une protection internationale et pressent les Nations Unies d'installer des observateurs. Des observateurs pour remplacer les hauts-parleurs : qui ne pourrait souscrire ? ■

Charles-Henri Brignac

Le Trésor de l'Action française

Sous la direction de Pierre Pujo, avec Sarah Blanchonnet, Stéphane Blanchonnet, Grégoire Dubost, Michel Fromentoux, Vincent Galliere, Pierre Lafarge, Aristide Leucate, Alain Raison, Francis Venant.



Depuis qu'elle a été fondée en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX^e siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française 2000* en 2004 et 2005. Tel quel, ce recueil d'articles permet de comprendre l'originalité de la pensée politique de l'Action française dont les années ont confirmé la solidité. À travers les études publiées, le lecteur se familiarisera avec la pensée de Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois.

✓ Éditions de l'Âge d'homme, 138 p., 20 euros. Disponible à nos bureaux : 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

AFGHANISTAN

La France en guerre

La France pleure un nouveau soldat tombé en Afghanistan.

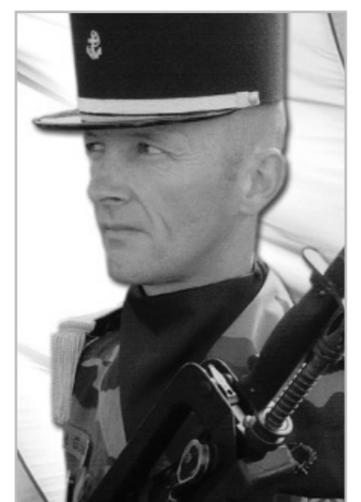
TOUS LES JOURS, des Français risquent leur vie en Afghanistan. Jeudi dernier, l'état-major des armées a rendu compte de l'opération *Storm Rumbling Puebla*, déclenchée le 7 janvier dans le sud de la vallée de Tagab, avec l'objectif de saisir des armes et des munitions dans le village de Mirkhel. L'infiltration démarre à la tombée de la nuit, où les soldats franchissent les murets et se faufilent dans les ruelles grâce à leur intensificateur de lumière. Une fois le périmètre sécurisé, ils entament les fouilles, qui vont s'enchaîner deux jours durant, tandis que les démineurs arpentent le terrain à l'affut des

engins explosifs improvisés (IED). Une mitrailleuse, deux fusils d'assaut, un lance-roquette, plus de 230 munitions, dont des obus de mortier et des roquettes, et 20 kilos de matière explosive seront saisis.

Le menace permanente des engins explosifs improvisés

Le lendemain, plus au sud, les responsables des actions civilo-militaires rencontrent des notables afghans à l'occasion d'une *shura*. Les insurgés qui tentent une attaque sont repoussés. Mais à la fin de la journée, alors qu'il participe au dépannage d'un véhicule, un mécanicien est gravement blessé par l'explosion d'un IED. Le caporal-chef Hervé Guinaud, du régiment d'infanterie chars de marine (RICM) de Poitiers, succombera peu après. Âgé de quarante-deux ans, il était marié et père d'un enfant.

Alain Juppé lui a rendu hommage en ces termes : « *Hervé Guinaud, [...] vous aviez à cœur de partager [votre compétence] avec tous vos camarades, des plus jeunes aux plus aguerris. Si vous avez été choisi pour partir en Afghanistan, c'est que vous étiez un soldat d'exception, c'est parce que votre engagement était total. Engagement au service de la France, de ses valeurs de liberté, de solidarité et de respect des droits de l'homme. [...] Là-bas, en Kapisa, vous incarniez les plus belles valeurs de nos armées : la détermination sans faille, l'esprit de sacrifice et la valeur au combat qui font l'honneur du soldat français. [...] Je suis venu dire à vos proches que la nation toute entière s'incline devant votre mémoire, je suis venu leur exprimer notre compassion et notre solidarité.* » En pareille circonstance, les considérations idéologiques passent au second plan ; aussi la voix du ministre sera-t-elle aussi la nôtre. ■ G.D.



Le caporal-chef Hervé Guinaud décédé en Afghanistan

□ SUBVERSION

Péril islamo-gauchiste sur la Tunisie

Malgré le départ du président Ben Ali, l'issue de la "révolution de Jasmin" demeure incertaine. Les violences perdurent, et si la Tunisie basculait dans le chaos et le fanatisme, d'autres pays arabes pourraient suivre.



Devant le ministère de l'intérieur à Tunis le 14 janvier 2011

« La Tunisie s'éveille à la démocratie », titrait dimanche dernier un grand organe de presse. Douloureux réveil. Ce pays policé, organisé, havre de paix, paradis des touristes et des investisseurs, où il faisait bon vivre, où l'égalité entre hommes et femmes était réelle, la classe moyenne prospère et l'analphabétisme éradiqué, où plus du quart du budget était consacré à l'éducation, est plongé depuis ce "réveil démocratique" dans le chaos et la violence. On pille, on brûle, on tue. C'est la règle dans toutes les révolutions sanglantes.

Maîtriser le feu

Nous avons été informés, et souvent désinformés, en direct et pratiquement en permanence des événements. Il est trop tôt pour tirer des leçons impartiales et fiables de ce changement brutal et, à vrai dire, inattendu : le départ précipité du président Ben Ali et la fin de son régime ont été provoqués en moins d'un mois. Avant le départ de M. Ben Ali, les émeutes des derniers jours auraient fait de vingt et un morts, selon les autorités, à une soixantaine, selon les opposants radicaux, le chiffre s'établissant sans doute entre les deux en réalité. Depuis, des dizaines d'autres morts se sont ajoutés à ce nombre, victimes de règlements de compte, de violence gratuite, des incendies. Lundi matin, des touristes

suédois ayant été pris pour des "agents de Ben Ali" ont été tabassés dans les rues de Tunis, la capitale, et sauvés à la dernière minute par l'armée. Ils venaient des montagnes tunisiennes et ignoraient même le changement du régime ! L'assaut donné au palais présidentiel de Carthage aurait fait des dizaines de victimes. Il était en cours ce lundi.

On aura le temps pour analyser le bilan du régime instauré par le président Ben Ali, bilan largement positif sur le plan économique, éducatif, social et culturel, la Tunisie étant devenue le pays phare de l'Afrique. Le système était autoritaire, les oppositions radicales (communistes et islamistes) interdites et les autres marginalisées mais guère inexistantes. Les structures syndicales étaient, et demeurent, solides et encadrent une partie de la population.

Au moment où nous écrivons ce lundi matin, 17 janvier, le président du parlement assume, selon la constitution, la fonction du chef de l'État. Le Premier ministre sortant, homme intègre et irréprochable, semble-t-il, est en train de négocier la formation d'un gouvernement de transition englobant les principaux partis politiques et quelques personnalités respectées, pour organiser des élections législatives dans les délais légaux, deux mois, et la présidentielle, au plus tard dans six mois. La petite armée tunisienne et son homme fort, le général Ammar, apprécient pour le moment ce pro-

cessus. On ne peut qu'en souhaiter le succès afin que le feu soit maîtrisé, que les pillages et les violences cessent, que la famine qui menace s'éloigne et que la vie redevienne normale. Quant au retour des touristes, principale richesse du pays, et à la reprise de l'activité économique, on verra. La normalisation, à l'inverse de la destruction révolutionnaire, est toujours un processus lent.

Dans le sillage de Carter

Les déclarations jubilatoires du président Obama pour appuyer les "révolutionnaires" étaient indécentes. Une fois de plus, son administration rappelle celle du tristement célèbre Jimmy Carter. La prudence et le silence de la France officielle, décriées ces derniers jours par une gauche surexcitée et quelques "con-science" ne représentant qu'elles-mêmes, n'ont pas, en revanche, à être critiquées. Le président Ben Ali a été un ami de la France, de Mitterrand à Sarkozy, vingt-cinq mille Français résident dans son pays, sans oublier les dizaines de milliers de touristes qui s'y rendent chaque mois. Paris est le principal partenaire économique de la Tunisie, un rang que d'autres voudraient bien lui ravir, et le français y a une place prépondérante. Dans ces conditions on agit avec responsabilité. Mais certains pourraient déplorer le refus d'accueillir le président Ben Ali en France.

Le rôle des médias audiovisuels et de la majeure partie de la grande presse a été, nous semble-t-il, déplorable. Dans le pays "dictatorial", "fermé" et "tenu par la police" qu'était la Tunisie de Ben Ali, la presse internationale, française surtout, était distribuée et lue sans la moindre restriction. Tout le monde y regarde les chaînes de télévision françaises et écoute les radios qui émettent à partir du territoire français. Ces médias formatent et orientent l'opinion. Ont-ils été impartiaux, objectifs ou plutôt tenus par quelques gauchistes véhiculant des clichés politiquement corrects ? La seconde hypothèse n'est malheureusement pas à écarter. Si la Tunisie bascule dans le chaos et le fanatisme et d'autres pays arabes suivent, la "responsabilité" de ces irresponsables sera écrasante. Comme à propos du Vietnam ou de l'Iran. Et ils se tairont alors pour se faire oublier ! Telle est la triste réalité.

Funeste union du rouge et du noir

La coalition à peine occulte entre l'extrême gauche communiste, dont le chef réfugié à Paris et les principaux activistes viennent de rentrer à Tunis, et les islamistes radicaux, salafistes ou khomeynistes, bien que non chi'ites, réfugiés à Londres avec leur leader Rachid Ghannouchi, qui commencent également à retourner au pays, est le principal danger qui menace la Tunisie et la région. La fameuse et funeste union du rouge et du noir. Selon des informations de bonne source, ce sont ces islamo-gauchistes, ou gauchis-islamistes, comme on veut, qui mènent et encadrent les violences et les pillages. La bonne vieille méthode des révoltes subversives menées par ces radicaux.

La petite armée tunisienne saurait-elle, pourra-t-elle réagir à temps sans faire basculer le pays dans un régime militaire ? Telle est la question qui se pose. Le péril serait la prise en main du pays par cette minorité active et agissante, alimentée de l'étranger. La Tunisie de Ben Ali, malgré ses points faibles, ses abus et la corruption prêtée - il faudrait une enquête impartiale mais rapide sur ce sujet - au clan Trabahi, celui de la seconde épouse du président, était un pays fiable et un rempart contre l'islamisme radical qui menace non seulement les pays d'islam mais l'Occident. Si la Tunisie bascule dans l'islamisme, c'est toute la région du pourtour méditerranéen qui sera directement menacée. Une menace qui ne devrait pas être prise à la légère. Tunisie, attention danger. ■

Pascal Nari

» ESPACE

À l'approche du 50^e anniversaire du premier vol spatial habité, 2011 a été déclarée année de l'espace en Russie par le président Medvedev, apprend-on via *Courrier International* (14/01/2010). Un choix plus exaltant que celui intervenu en France, où le gouvernement a fait de la lutte contre la solitude la "grande cause nationale" de l'année.

» CHRÉTIENS

La sécurité des chrétiens du Moyen-Orient préoccupe le Quai d'Orsay. « *L'antichristianisme est aussi intolérable que l'antisémitisme ou l'anti-islamisme* », a déclaré Michèle Alliot-Marie, pour qui « *il est urgent d'agir* ». Dans une lettre adressée à Catherine Ashton, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, co-signée par ses homologues hongrois, italien et polonais, le ministre a demandé que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de leur prochaine réunion, qui se tiendra le 31 janvier à Bruxelles. Tous les Européens ne s'accorderaient pas sur la conduite à suivre, craignant, notamment, de stigmatiser les États musulmans ou d'apparaître comme les promoteurs d'une nouvelle croisade (*Bruxelles 2*, 12/01/2010).

» CÔTE D'IVOIRE

« *La France ne prendra pas l'initiative d'une intervention militaire* » en Côte d'Ivoire, a prévenu le ministre de la Défense, Alain Juppé. L'aide aux ressortissants français et le soutien à la mission de l'Onu demeurent les objectifs assignés officiellement aux quelques 800 militaires de la force Licorne stationnée à Abidjan.

» FRANCOPHONIE

Réuni en session extraordinaire le 12 janvier, le Conseil permanent de la Francophonie a exigé que Laurent Gbagbo transfère immédiatement et pacifiquement le pouvoir en Côte d'Ivoire à son rival Alassane Ouattara. En outre, il a décidé la réintégration de la Guinée, suspendue depuis janvier 2009. Parallèlement, la Bulgarie envisagerait de quitter l'Organisation au cas où Paris s'obstinerait à lui refuser l'entrée dans l'espace Schengen.

VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter : www.trouverlapresse.com

BICENTENAIRE MUSSET

Maurras autopsiant l'amour romantique

Redécouverte des Amants de Venise : un essai vigoureux qui passe à juste titre pour la pièce maîtresse de la critique du romantisme par Maurras. Et qui nous rappelle que ce dernier était aussi un grand écrivain.

Le bicentenaire de la naissance d'Alfred de Musset - l'auteur de *Lorenzaccio* et de la *Confession d'un enfant du siècle* est né le 11 décembre 1810 -, n'a pas manqué de susciter, selon les lois de ce genre d'événement, rééditions, colloques et biographies (celle de Gonzague Saint Bris, parue en octobre, en est un exemple). À l'Action française, où nous pouvons légitimement nous enorgueillir d'être à la fois une école de pensée, un mouvement politique et un courant littéraire, nous avons une raison toute particulière de nous y intéresser. En effet, l'un des plus importants ouvrages de critique littéraire de Charles Maurras, *Les Amants de Venise*, a pour sujet, le récit et l'analyse des amours vénitienes de George Sand et de Musset.

Sous l'influence du théâtre

Paru pour la première fois en 1902 et fréquemment réédité depuis (la 11^e édition, chez Flammarion, date de 1995), cet essai vigoureux passe à juste titre pour la pièce maîtresse de la critique maurrassienne du romantisme. Sa composition s'inspire du théâtre avec une première partie intitulée « *Les Personnages* », clin d'œil aux didascalies initiales qui figurent dans toute pièce classique, et dont la fonction, conformément aux modèles dont elle s'inspire, est de nous présenter les trois protagonistes (la belle Aurore et ses deux amants, le poète et Pietro Pagello, le médecin de Venise) ; deux autres parties, que l'on pourrait sans mal qualifier d'actes, portent le nom des deux principaux genres du théâtre, « *La Tragédie* » et « *La Comédie* », et proposent la relation minutieuse des faits et gestes du trio amoureux avec une érudition toute lansonienne ; une dernière partie, enfin, baptisée « *Vé-*



Maurras fait de ses deux personnages principaux les symboles du romantisme qu'il condamne.

rité et Poésie », tire la leçon morale, philosophique et littéraire des événements.

L'intrigue

L'intrigue, Maurras la résume lui-même dans sa dernière partie : « *Pas à pas et sans rien marchander de la complaisance et de l'admiration que demande une œuvre bien faite, nous avons suivi le détail du mal que peut faire une femme.* » Il nous montre en effet comment George Sand, par la puissance de ses charmes, par ses mensonges et par une forme supérieure de perversité, alliée à

une bonne conscience très rousseauiste, sut imputer à Musset - et cela jusque dans l'esprit de ce dernier -, la faute qu'elle-même avait commise en trompant le jeune homme dans les bras du médecin vénitien. Maurras n'épargne pas non plus le poète, dont le goût masochiste pour la souffrance (qui s'exprime avec éloquence dans ses *Nuits* : « *Rien ne nous rend plus grand qu'une grande douleur...* ») a facilité la manœuvre de la troublante baronne Dudevant. C'est ainsi que Maurras peut faire de ses deux personnages principaux les symboles du romantisme qu'il

condamne (sans toutefois rien cacher de ses séductions). La Conscience prêchée par l'auteur des *Confessions* a remplacé la morale traditionnelle, à la fois objective et sociale, par une morale nouvelle, anarchique et individualiste, qui justifie toutes les fautes aux yeux de celui - de celle en l'occurrence - qui les commet. Quant au goût morbide de la souffrance pour elle-même, Musset oublie que ce qui fait le prix de la souffrance c'est la qualité de ce pour quoi on l'endure. On ne saurait être martyr de soi-même !

Le style

Les Amants de Venise valent aussi par le style de Maurras quand il s'attache à décrire le cadre des amours de ses personnages : « *Venise et son ciel coloré de nuages imperceptibles, son eau morte au faible remous, un espace silencieux traversé seulement du vol et du cri des ramiers, les barques funéraires, la majesté des édifices immobiles, à la rose lumière de leur soleil d'hiver.* » Un passage qui fait nécessairement écho chez le lecteur d'aujourd'hui à l'évocation cinématographique des mêmes lieux par Luchino Visconti dans son adaptation de *La Mort à Venise* de Thomas Mann. L'ironie maurrassienne laisse aussi longtemps son empreinte dans l'esprit du lecteur : « *Quelle page aurait ajoutée à Don Quichotte un Cervantès qui eût écouté le débat des deux seigneurs Alfred et Pierre aux genoux de leur maîtresse ! Ainsi serait fixée l'impression de pitié profonde qui se mêle à ce comique supérieur.* » La célébration du bicentenaire Musset et la lecture des *Amants de Venise* nous rappellent opportunément que Maurras fut aussi un grand écrivain. ■

Stéphane Blanchonnet
a-rebours.fr

LIVRE

Poèmes d'Indochine

MAURICE JOURNET, ami d'Action française, est un poète. Comme il le dit lui-même, fils de Rome et de Saint-Augustin, militaire sur le front d'Indochine et d'Algérie, il n'en fallait pas plus pour que cet aventurier tombe amoureux du charme asiatique. Un pays qui n'est plus renaît le temps d'un recueil comme un souvenir qui vient frapper le regard. Ses poèmes chantent le cœur des hommes et des femmes, d'une Indochine disparue. Ils sont écrits par une douce plume qu'un ange pourrait bien jalouser. Ces vers se lisent agréablement, si bien que l'on ne voit pas le temps passer. Un instant au début du livre, un autre à la fin, comme si ces deux moments n'étaient espacés que par un clignement d'œil ! Ces textes ne sont pourtant pas si courts, mais la beauté et le plaisir réduisent le temps. Une forte tristesse paraît, qui semble légère tant la forme l'adoucit. L'idée de rédemption vient frapper le lecteur telle l'épée flamboyante de l'archange Michel. La constante volonté de l'auteur à s'unir au Christ ferait pâlir d'envie Blaise Pascal. En plus d'un amour pour Jésus, Maurice Journet exprime tout aussi remarquable. Une bien-aimée, clé de voûte de cet œuvre, vient le hanter telle une muse portant en ses mains la lyre d'Orphée. Plus qu'un récit de poèmes, c'est une ode à sa jeune tonkinoise, peut-être forme métaphorique de l'Indochine elle-même, dont le lecteur ne pourra que rêver les traits. *Le deuil de la Tonkinoise* est le récit d'une Juliette sous la plume de son Roméo. □

Kavan Herbin

✓ Maurice Journet : *Le Deuil de la Tonkinoise*, éditions Bénévent, 13,50 euros

Géorgiques enfantines et mémoriales

OÙ NOUS ENTRAÎNENT les réflexions sur la langue française ? Elles mêlent capricieusement les réminiscences attendries aux fantaisies comiques. Est-ce par une prédisposition héréditaire et déjà lointaine aux pratiques agricoles et aux études d'agronomie ? Toute méditation sur le langage me semble digne d'être dédiée à Cérés, « *déesse des moissons, des poireaux et des potirons* » (comme nous chantions jadis) bien plutôt qu'à Minerve, plus lointaine, hiératique et solennelle. Peut-être les lassitudes et les déceptions causées par les films télévisés, "polars" ou "non polars", m'ont-elles ramené ces temps-ci sur les sentiers d'un langage bocager, avec des hypothèses douteuses, des hu-

meurs capricieuses et des visions resurgies de l'enfance et de brumes mémoriales et patoisantes : "veurder". En Basse-Bourgogne ce mot désignait encore la promenade fantaisiste, l'errance hasardeuse et parfois coquine. Pourquoi ces termes reviennent-ils avec leur mine bizarre parmi les fantômes du souvenir ? Il en est qui ne reparaissent jamais sans que je les entende avec les voix des parents, des aïeux : gens parvenus alors à l'âge qui est le mien présentement... "Veurder" reste pour moi vaguement comique, mais nimbé d'une ombre de tristesse, de nostalgie peut-être...

On ressent quelque irritation à retrouver des mots dont on ignore maintenant le sens, mais dont on est sûr qu'ils ont signifié quelque chose. On fait aux nymphes du langage des querelles d'amoureux : un peu réjoui, un peu fâché des incertitudes rémanentes. Ainsi je conserve avec une vigilance attentive des mots comme "go-

delureau", "paltoquet", "bombance" - et aussi "capilotade" qui a l'avantage de rimer au besoin avec "sérénade" et "bastonnade" qui me proposent un retour fortuit au pays du vieil Arlequin, cet éternel compagnon d'enfance... On contemple avec un secret plaisir les mystifications apportées à un mot par le temps qui passe : "philosophe" signifiait déjà dans le *Misanthrope* de Molière quelque chose comme "j'm'enfoutiste"...

Les magies des toponymes

Il y a des sens qui sont aussi inséparables de leur faux sens que le voyageur anglais et son ânesse Modestie... Et qui dira les magies des toponymes ? J'attends et j'espère qu'un enfant d'Auxerre m'explique un jour l'origine de la rue Fécauderie et du quartier Chantepinot. Mais il me suffit que j'aie autrefois connu une rue Fécauderie,

un bonhomme en blouse bleue, jovial et moustache, possesseur d'un charmant petit cheval, dont le souvenir est lié pour moi à celui d'un autre coursier, de la ferme de Chaumeronde, en pays tonnerrois où nous rendions visite à de vieux amis. Caprice des noms... Si "Chantepinot" évoque un joyeux buveur, célébrant le vin du cru, "Chaumeronde" désigne pour moi une campagne splendide, un jour d'été... J'espère ne jamais manquer de clefs dans le trousseau de la souvenir : si le mot "barque" me revient en mémoire, je revois le bateau d'un vieil ami pêcheur, un après-midi sur la Cure. En des jours peu réconfortants, il nous faut des mots doués de la vertu des intercesseurs secrets. Et quels meilleurs messagers du mystère trouverais-je que ces mots à mi-voix prononcés : « *Les chevaux de Jadis la barque d'Autrefois* » ? ■

Jean-Baptiste Morvan

□ LOUIS XVI

L'enfer des bonnes intentions

Deux cent dix-huit ans après sa mort, Louis XVI demeure présent dans nos mémoires. Les interrogations persistent : comment un roi vertueux et "bienfaisant" a-t-il pu perdre la monarchie ? Éléments de réponse...

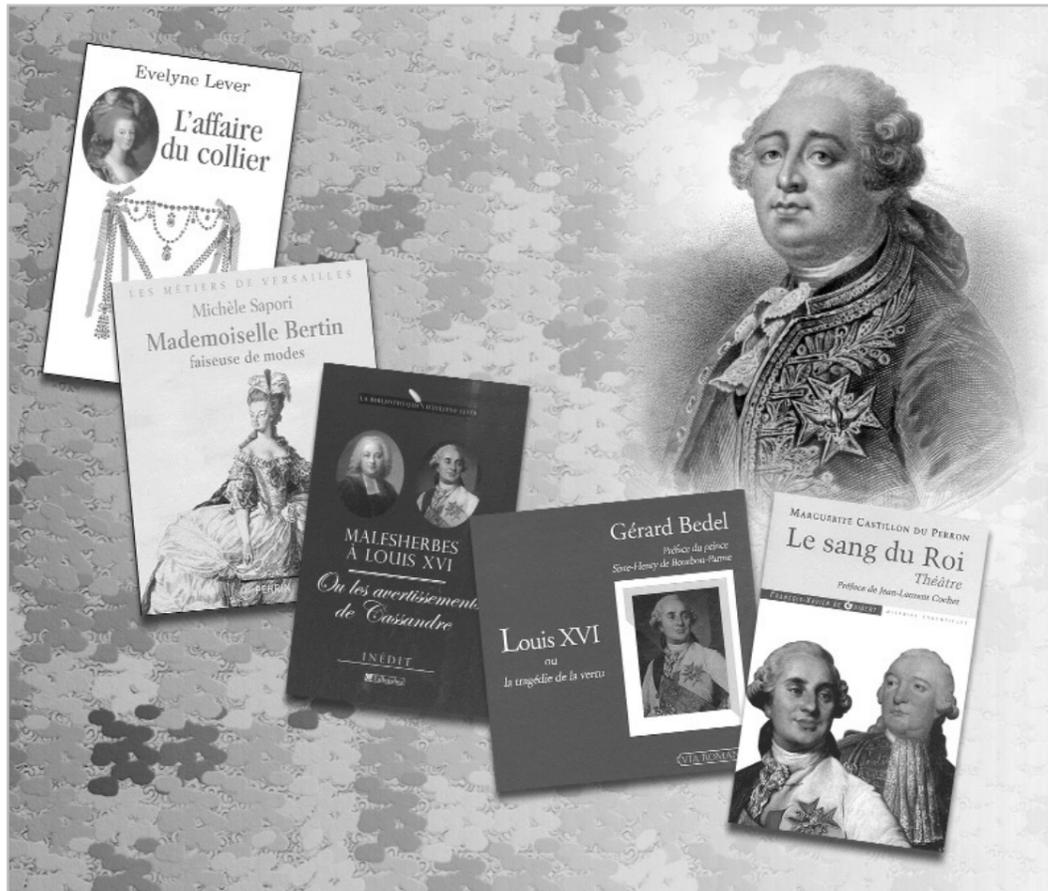
Aujourd'hui regardée comme un fait divers, minime comparé aux scandales à répétition de la république, l'Affaire du collier prit, en 1785, une dimension qui dépassait, de loin, celle d'une banale escroquerie. Elle constitua la vengeance de parlementaires qui, rappelés par Louis XVI en 1774, - erreur fatale... -, le détestaient de ne pas se plier à leurs exigences, quand ils se posaient, sans droits, en défenseurs du peuple et des libertés. Les ressorts de ce désastre, cependant, demeurent curieusement obscurs, comme le souligne Évelyne Lever.

Rohan était-il un parfait pigeon ?

Certes, chacun en connaît les grandes lignes : une parure de diamants d'un million six cents mille livres, œuvre des joailliers Böhmer et Bassenge, conçue dans l'espoir de séduire la reine, procédé courant parmi les artisans du luxe, lui parut trop chère ; elle la refusa. Un an plus tard, Böhmer se représentait, réclamant son argent, prétendant lui avoir vendu le bijou par l'intermédiaire du cardinal de Rohan, grand aumônier de France. Or, de notoriété publique, la reine haïssait le cardinal...

Depuis, deux versions s'affrontent : la reine ignorait tout et Rohan, parfait pigeon, avait été dupe d'un couple de malfrats ; Marie-Antoinette, qui n'en était pas à sa première imprudence, avait pu s'acquiescer avec le cardinal et M^{me} de La Motte, comptant éponger ses dettes. Thèses pareillement insatisfaisantes, Rohan n'étant pas aussi stupide qu'on le prétendit, et la police ayant tardé à interpeller M^{me} de La Motte, qui ne sut pas en profiter, comme si on redoutait ses révélations. Son évasion en 1787 renforça les soupçons.

Évelyne Lever ne tranche pas. Quoique spécialiste de Marie-Antoinette, elle ne l'estime guère, et il lui manque le sens de la mystique royale qui interdit de soupçonner la reine, si frivole fût-elle alors, de certains actes et certaines pensées. Peut-être faudrait-il poser d'autres questions : quel rôle joua Cagliostro, charlatan et maître de haut rang ? L'Angleterre, qui accueillit M^{me} de La Motte et diffusa ses libelles ? Les parlementaires "éclairés", jubilant de traîner dans la boue l'Église et le Roi ? Ce qui apparaît, c'est le poids d'une opinion prête à croire aux horreurs concernant la reine, d'une justice qui fit le procès de Marie-Antoinette, des forces conjurées pour saper l'édifice capétien. Et l'insigne, la désespérante maladresse du roi dont l'autorité malvenue fut ici plus tragique que la faiblesse.



L'achat du collier eût été sans conséquence ; Louis XVI l'avait proposé à sa femme, qu'il préférait occupée de coquetterie plutôt que de politique. Ce choix explique l'importance conférée à M^{lle} Bertin. On a vu en Marie-Jeanne Bertin, dite Rose, Abbevilleoise établie marchande de modes à Paris, l'inventrice de la haute couture française. Il suffit pour assurer sa fortune et sa gloire d'une robe de mariée confectionnée pour M^{lle} de Penthièvre qui épousait le duc de Chartres. Toute la cour, la reine la première, ne jura plus que par elle ; sa boutique du Palais Royal, le Grand Moghol, fut bientôt plus courue que les monuments de la capitale.

Haute couture

Le génie de Bertin fut de faire bouger la mode, non chaque saison, mais chaque semaine, obligeant sa clientèle à suivre, quitte à se ruiner. Si l'on considère le nombre d'artisans et producteurs que ce commerce de luxe faisait vivre, la nécessité de représentation de la Cour, ces achats somptueux n'étaient évidemment pas dénués d'utilité. Là où M^{lle} Bertin s'avéra dangereuse, c'est, contre toute attente, en participant au besoin de changement ambiant. Marie-Antoinette voulait en finir avec les robes à la française, monuments de splendeur et gêne intolérable pour celles qui les portaient. Bertin fit des vêtements faciles à vivre, élégants, mais qui ramenaient la Reine au rang du commun des mortelles. Marie-Antoinette lui accorda des attentions

qu'elle refusait à de très grandes dames, dont la fureur se déchaîna en attaques sordides. Ces bagatelles pesèrent plus lourds que les mémoires de la couturière dans le discrédit jeté sur la souveraine. Michelle Saporì offre la première biographie de cette femme d'affaires avisée, à la clientèle internationale, au talent remarquable, bizarrement oubliée des historiens. Un peu de légèreté dans le propos eût toutefois rendu le livre plus plaisant.

Étrange folie

Ce ne sont pas les chiffons de la reine, ni ses bijoux, ni Trianon et Fontainebleau qui creusèrent le déficit de l'État, insignifiant comparé au nôtre, mais la guerre d'Amérique. Pourtant, c'est sur ces détails que focalisa la malveillance publique, sur eux que se concentrent les reproches de Malesherbes dans ses *Mémoires au Roi*. On eût voulu sacrifier les grandes écuries et voir le souverain courir la poste... Malesherbes était trop intelligent pour croire que ces économies-là éviteraient la banqueroute. Il avait compris, en revanche, qu'il fallait satisfaire le monstre de l'opinion en semblant céder à ses caprices. Publiés pour la première fois, ces *Avertissements de Cassandre* vinrent trop tard, couronnant l'extraordinaire aveuglement d'un magistrat intègre, d'une loyauté à son roi si parfaite qu'elle le conduisit avec les siens à l'échafaud. À le lire, on mesure l'étrange folie de ces parlementaires qui sapèrent leur univers avec la certitude d'ouvrir

au bien commun et les ravages opérés dans les consciences par l'esprit des Lumières.

Le premier atteint...

Faut-il l'avouer ? Louis XVI était le premier atteint et Fénelon lui avait fait un mal irréparable. Jean de Viguerie l'a admirablement expliqué dans sa biographie du « *toi bienfaisant* » ; Gérard Bedel le dit à son tour de manière plus concise en publiant le texte d'une remarquable conférence prononcée l'an dernier à l'occasion du 21 janvier, *Louis XVI ou la tragédie de la vertu*. S'appuyant sur un inédit de Bainville, lequel affirmait qu'il fallait être un bien grand prince et l'avoir fait exprès pour défaire en quinze ans l'œuvre de quinze cents années, il décrypte les erreurs commises, les fautes, fruits d'un défaut de formation, et de caractère, liés, qui interdirent au roi, capable de penser clair, de prendre les décisions qui s'imposaient. Hanté par l'exemple de Charles I^{er}, qui n'avait pas voulu céder à la Révolution, le malheureux Louis XVI crut bon d'opter pour le parti contraire. Nous savons, hélas, où ce mauvais choix le conduisit, et la France, et nous, en même temps... Confrontés au désastre que provoqua l'incertitude royale, les raidissements tardifs succédant aux complaisances trop grandes envers les idées du temps, il est difficile, quelle que soit la pitié et le respect suscités par la tragédie du 21 janvier, de ne pas éprouver quelque rancune envers le roi. Marguerite Castillon du Perron a

choisi de revisiter ce drame à la lumière divine, et, pour ambitieux que soit ce projet, il aboutit à une œuvre théâtrale, *Le Sang du Roi*, d'une hauteur, d'une profondeur, d'une grandeur oubliées depuis Bernanos et le *Dialogue des Carmélites*. M^{me} Castillon du Perron fut, il y a cinquante ans, la biographe du jeune Louis-Philippe et s'intéressa à ce titre à son père. Réhabiliter Philippe Égalité est un exercice auquel on s'est rarement attaqué, la cause paraissant perdue. À tort, comme le démontre l'historienne devenue dramaturge.

Repentir au théâtre

Nous sommes le 6 novembre 1793. Transféré de Marseille à Paris, le duc d'Orléans vient, incrédule, de s'entendre condamner à mort. On lui envoie un prêtre, assermenté mais honnête homme qui regrette de n'être plus en règle avec Dieu et Rome. Cet abbé Lothringer témoignera que son pénitent était mort réconcilié avec le Ciel et plein d'un repentir sincère. Comment, en quelques instants, la grâce a-t-elle pu opérer dans l'âme du Prince et le ramener à la foi de son enfance, effaçant tout par le sacrement et le supplice ?

Un à un vont défilier sur la scène, et dans le souvenir du duc d'Orléans, ceux qui jouèrent un rôle dans ses choix et ses errements : le vieux domestique fervent et fidèle, M^{me} de Buffon, sa maîtresse, Grace Elliot, l'Anglaise qui chercha à le retenir sur la mauvaise pente, Choderlos de Loclos, qui prend là une dimension quasi démoniaque. Il va se confronter à eux, au mal qu'il fit. Mais Philippe refuse obstinément d'affronter l'ombre de son cousin, envers lequel il se croit toujours empli de haine et de jalousie. Seul un miracle pourrait jeter une ultime clarté dans cette âme orgueilleuse et tourmentée.

Il est impossible de résumer une œuvre conçue pour être jouée, et qui ne le sera sans doute jamais, certains sentiments n'étant pas accessibles à ceux qui font désormais l'opinion. Il faut la lire, s'en pénétrer, la méditer. Et remettre, une fois pour toutes, nos querelles, nos rancœurs, nos sottises, nos incompréhensions dans cette Lumière-là, la seule qui vaille, qui transcende tout, au cœur de laquelle cet impensable, ce monstrueux gâchis que furent la révolution et ses suites sanglantes, revêt, ne devrions-nous le comprendre que de l'Autre Côté, un sens, et même une valeur, humainement inimaginables. ■

Anne Bernet

✓ Évelyne Lever : *L'Affaire du collier*, Fayard, 435 p., 24 €.

✓ Michèle Saporì : *Rose Bertin, couturière de Marie-Antoinette*, Perrin, 175 p., 19,90 €.

✓ Chrétien-Guillaume de Malesherbes : *À Louis XVI ou les avertissements de Cassandre*, Tallandier, 300 p., 19,90 €.

✓ Gérard Bedel : *Louis XVI ou la tragédie de la vertu*, Via Romana, 90 p., 10 €.

✓ Marguerite Castillon du Perron : *Le Sang du Roi*, François-Xavier de Guibert, 150 p., 16 €.

□ CETTE ANNÉE-LÀ

492 : Clovis épousait Clotilde

Le païen Clovis, vingt-six ans, épouse en l'église de Soissons la ravissante princesse burgonde et chrétienne Clotilde, vingt-sept ans, avec la bénédiction de Remi, évêque de Reims.

Cette année-là, la onzième de son règne sur les Francs saliens, le païen Clovis, vingt-six ans, épousait la ravissante princesse burgonde et chrétienne Clotilde, vingt-sept ans, avec la bénédiction de Remi, évêque de Reims. Nous avons vu dans notre dernier article combien le roi Childéric, grand admirateur de Rome et ami de Geneviève, était pressé, dans la grande débâcle de l'empire romain, de se rapprocher de l'Église catholique pour, avec son appui, peut-être réunifier la Gaule... Il mourut trop tôt : son fils, Clovis, lui succédant à quinze ans, intelligent et ambitieux, réaliserait-il ce grand rêve ?

Agrandir le royaume

Remi lui écrivit pour le féliciter : « *Montre-toi plein de déférence pour tes évêques et recours toujours à leur avis. [...] Si tu t'entends avec eux, ton pays s'en trouvera bien.* » C'était tout un programme, mais, toujours fidèle à ses dieux, Wotan, Baldur et les Walkyries, il se montra d'abord soucieux d'agrandir son royaume, car être seulement roi des Francs saliens et ne posséder que la Belgique seconde, autour de Tournay, ne lui suffisait pas : il n'hésita pas à occire les chefs des Francs rhénans et des Francs de Cambrai qui le gênaient, il alla jusqu'à épouser une Franque rhénane pour renforcer ses positions vers l'est.

Au sud il avait un rival en la personne de Syagrius, résidant à Soissons et se disant encore chef de la milice romaine, mais bien peu le prenaient au sérieux. Pour en venir à bout, Clovis demanda et obtint le titre de patrice de la seule légitimité romaine encore debout après l'effondrement de Rome, celle de l'empereur byzantin Zénon. Syagrius ne l'admit pas, Clovis le défia sur le champ de bataille en 486, cet homme indigne alla alors se réfugier chez les Wisigoths dans la région de Toulouse, mais le roi Alaric le réexpédia chez



Clovis et sa famille
Grandes Chroniques de France, XIV^e siècle

Clovis qui lui réserva le sort des traitres. Puis en 491, Clovis entreprit de soumettre d'autres cousins francs, ceux de Thuringe. Tant et si bien que le roi de Francs parvint à ce moment-là à contrôler tout le Nord de la Gaule.

La belle Burgonde

Remi observait avec intérêt la montée en puissance du jeune roi, qui avait l'air de se souvenir de sa lettre de recommandations, comme en témoigna l'affaire bien connue du vase de Soissons dans laquelle il vengea l'Église.

vrir les aménagements du règne, dont l'idée a été perdue en raison des transformations, destructions, démantèlements et réemplois divers.

Un "circuit thématique" a été intégré au circuit de visite principal. Dans les cours et les jardins, la fontaine de Diane, le canal, la salle du Jeu de Paume, la cour Ovale, la porte du Baptistère, la cour des Offices (quartier Henri IV) ont été rendus accessibles. Un voyage dans le temps ! □

✓ Tél. : 01 60 71 50 70

Avit, évêque de Vienne, écrivit alors à Remi et lui parla de la nièce de Gondebaud, roi des Burgondes. qui régnait en gros sur les terres aujourd'hui savoyardes et dauphinoises. Le père de la jeune fille, Chilpéric, et sa mère, une gallo-romaine, avaient été noyés dans le Rhône par Gondebaud qui voulait régner seul et ne pas être occis par ses frères - telles étaient les mœurs dynastiques barbares... -, mais leurs deux filles Chrona et Clotilde furent épargnées et élevées dans un monastère catholique où elles échappèrent à l'arianisme se répandant à la cour burgonde. Chrona prit l'habit, alors que Clotilde fut rappelée à la cour du roi Gondebaud... pour y apprendre qu'on voulait la marier. Les choses allèrent très vite : Clovis, mis au courant par Remi était impatient de connaître une jeune fille que l'on disait aussi adorable et Gondebaud ne pouvait rien refuser à Clovis qui était plus qu'un roi, un patrice ! La paix en Gaule semblait aussi devoir être un des fruits diplomatiques de cette belle histoire d'amour.

Clotilde pose ses conditions

Le mariage fut célébré en grandes pompes en l'église de Soissons en 492. Clotilde n'avait posé qu'une condition : que les enfants nés de cette union fussent baptisés catholiques. Clovis avait accepté sans réfléchir, mais quand leur premier enfant, Ingomer, naquit et mourut une semaine après, il se lança dans des blasphèmes sur le Dieu des chrétiens qui ne valait pas Wotan et sa religion virile... Clotilde lui parla de sacrifice et d'espérance. Vrai dialogue de sourds. Drame déchirant qu'imagine avec talent Anne Bernet dans son *Clovis* (éditions Clovis). En 495, nouvelle grossesse : le petit Clodomir fut très malade, mais il en guérit, sans que son père fût pour autant guéri de la confiance en ses idoles « *de bois et de pierre* ». Il faudrait encore des mois pour que son âme arrivât à maturité. Pendant ce temps les périls s'amoncelaient : déjà les Alamans, plus ou moins alliés aux Burgondes, inquiétaient le roi de Cologne Sigebert, parent de Clovis... Par ailleurs l'arianisme s'incrétait en pays wisigoth et burgonde... Mais Clotilde priait et Remi gardait l'espérance. ■

Michel Fromentoux

RÉÉDITION

Les Camelots du Roi

QUI NE CONNAÎT PAS déjà ce classique du genre ? Véritable bréviaire du militant monarchiste, ce livre retrace les plus belles lignes de l'histoire des Camelots du Roi. Ces hommes furent, avec les chouans, la gloire la plus incontestable du royalisme. De 1908 à nos jours, il n'est pas une décennie sans que ces poètes de « *la canne à bout ferré* » n'eussent fait parler d'eux. Mettant « *la violence au service de la raison* », véritable expression vivante du « *nationalisme intelligent* », défenseur et vendeur à la criée de *L'Action Française* (« *vertu éducative* » selon Maurice Barrès lui-même), le camelot peut se résumer comme un homme d'action et de réflexion : « *dans la main une bonne canne, dans la poche un bon livre* » (Henri Lagrange).

Ici tout y est : des paires de gifles données à Aristide Briand (1910) jusqu'à la Jeanne interdite de 1991, des meurtres politiques au grands martyrs de l'AF (Marius Plateau, Philippe Daudet, Ernest Berger, Jean Guiraud, etc.), des fondateurs et des grands noms du nationalisme intégral (Jacques Bainville, Léon Daudet, Louis Dimier, Henri Vaugeois, etc.) jusqu'aux cercles d'ouvriers et petits producteurs royalistes tels que le Cercle Proudhon, absolument rien n'y manque. Même la préface est de Pierre Pujo, c'est dire !

Le militant y trouvera tous les chants sacrés du royalisme, véritable chaîne d'union intergénérationnelle. Plus qu'un mouvement de masse, les Camelots du Roi étaient et resteront une mystique au service de la France. Ce livre est enfin réédité, si vous ne l'avez pas déjà, il serait grand temps d'y songer... □ K.H.

✓ Xavier Cheneseau : *Les Camelots du Roi (1908-1936) - Ils voulaient abattre... la République* ; éd. Agnus, 12,50 euros.

EXPOSITION

Fontainebleau sous Henri IV

MONTRER l'apport essentiel du roi Henri IV à la construction et au développement du château, qui fut sa résidence favorite : tel est l'objectif de l'exposition qui se poursuit à Fontainebleau jusqu'au 28 février.

Une centaine d'œuvres ont été réunies : peintures, sculptures, dessins, livres... Les organisateurs nous invitent à redécou-

ÉCONOMIE

Aux origines du capitalisme



HENRI HAUSER était un professeur d'histoire économique à la Sorbonne de l'entre-deux-guerres, également correspondant de l'Institut. Son influence dans le domaine des sciences sociales a fait de lui un maître du genre. Datant de 1931, *Les Débuts du Capitalisme en France* viennent d'être réédité.

Il est démontré ici ce que nient les grandes écoles matérialistes : l'esprit précède toujours les conditions matérielles. Ce point est essentiel

pour qui défend l'ordre naturel. Il prouve combien l'homme est libre de ses choix, responsable de son élévation comme de son esclavage. La famille royale, garante d'une société organique et non chimérique, en est l'incarnation la plus solide...

Second point, le marxisme est venu combler un manque du capitalisme. Tout prouve ici que "l'idéologie aux 200 millions de morts" se montre, dès le départ, une continuité et non une antithèse du système capitaliste. Par de tels écrits, le débat économique peut aujourd'hui continuer. Nul doute que cet opus d'Henri Hauser garde toute sa fraîcheur et son actualité. □ K.H.

✓ Henri Hauser : *Les Débuts du capitalisme en France*, éditions Grancher, 15 euros.

□ ANTHROPOLOGIE

Feu sur le culturalisme

Vantant la "réalisation de soi", ainsi qu'une "diversité" virant à l'uniformisation, la religion des droits de l'homme s'accommode mal d'une anthropologie soulignant le poids de la culture dans l'identité des individus.

L'authenticité, la spontanéité, rester soi-même : tels sont les maîtres mots de notre société de consommation. Un monde qui tend à détacher chacun des liens qui l'unissent aux autres, à donner une pleine autonomie aux individus qui, dès lors, sont censés être en mesure de s'épanouir. Parfums, voitures, sacs à dos, maquillage, iPod... sont vendus grâce à des slogans prometteurs : « *Devenez vous-même, soyez différents !* » Pourtant, comme nous le rappelle Alain Finkielkraut, « *il suffit de regarder la télévision, tout le monde est spontané et tout le monde dit la même chose* ». C'est une véritable crise de l'homme à laquelle nous assistons, un homme devenu incapable d'accéder à lui-même car privé de la médiation nécessaire à cette découverte de soi : la langue, la littérature, l'histoire, la culture.

Individualisme

Au XIX^e siècle, Ernest Renan s'opposait déjà à cette idéologie selon laquelle l'homme « *naît enfant trouvé et meurt célibataire* », en vain. L'histoire de l'anthropologie démontre cette victoire de l'individualisme et ce refus de considérer les cultures dans leurs différences et à travers leurs influences. Le culturalisme est une école d'anthropologie qui s'est principalement développée aux États-Unis à partir des années 1930. Tandis que l'école française représentée par Durkheim, Mauss ou van Gennep étudiait les sociétés, le culturalisme préfère considérer la culture. Celle-ci, comprise comme un ensemble de valeurs partagées par un même groupe et à l'origine de comportements particuliers, fait de l'homme un héritier. Le culturalisme a lié la psychanalyse et l'ethnologie et pense ainsi une continuité entre l'enfance et l'âge adulte qui possèdent une expérience en commun. La culture se forme donc très tôt ; elle est incorporée par chacun et se trouve être à la base de la personnalité.

La question du langage est primordiale dans les travaux des culturalistes américains. La thèse "Sapir-Whorf" a soulevé de nombreux débats dans les années 1950 : « *Le fait est que la "réalité" est, dans une grande mesure, inconsciemment construite à partir des habitudes linguistiques du groupe. Deux langues ne sont jamais suffisamment semblables pour être considérées comme représentant la même réalité sociale. Les mondes où vivent des sociétés différentes sont des mondes distincts, pas simplement le même monde avec d'autres étiquettes.* » Ainsi, la langue n'est pas qu'un objet de communication mais éga-



Le slogan créé pour Apple en 1997

lement une manière de concevoir ce qui nous entoure. Par exemple, certains peuples n'auraient pas la même représentation du temps que la nôtre, tels les Indiens Hopi qui n'ont aucun mot pour évoquer le passé. Les représentations des formes ou des couleurs seraient également différentes. Le monde est donc organisé par la langue et les cultures se différencient notamment par le langage qu'elles emploient. Ruth Benedict, première femme de l'anthropologie, pense que la culture crée l'homme. L'enfant est malléable et c'est la culture qui lui donne ses traits constitutifs. L'école est donc au centre de cette réflexion.

Une école contestée

Mais le culturalisme américain a été attaqué pour sa tendance à l'essentialisme et au fixisme : les cultures seraient fermées sur elles-mêmes et ne bougeraient pas. Si ces critiques étaient légitimes elles ont depuis été résolues et le culturalisme a permis l'essor d'une anthropologie comprenant l'homme comme un individu composé d'un héritage qui le façonne, auquel s'ajoute une tendance à la variation individuelle qui permet à chacun d'être unique tout en partageant des modèles propres à son univers culturel. Pourtant, des motifs idéologiques poussent à mettre à l'écart ces considérations. Ce que Régis Debray appelle la « *religion des droits de l'homme* » ne saurait supporter qu'une culture puisse se distinguer et refuser le modèle démocratique tellement vanté. De la même manière le respect du multiculturalisme pousse à re-

jeter toute idée de différences et mène à l'angélisme d'une société où chaque culture pourrait vivre aux côtés des autres sans heurts ni conflits, ou s'y mélanger pour n'en former plus qu'une.

Déracinement

Le monde se nivelle, la globalisation accompagne l'uniformisation des cultures. Tandis qu'on nous parle de respect des différences à longueur de journée, nos hommes politiques et médiatiques semblent tout faire pour refuser les particularités et créer un "homme nouveau" déraciné et détaché de toute singularité culturelle. Toute importance concédée à la culture est ainsi violemment condamnée par nos "élites". La polémique autour du *Déni des cultures* du sociologue Hugues Lagrange ou des *Yeux grands fermés* de la démographe Michèle Tribalat le prouvent : tous les deux ont été accusés de culturalisme ! Dans « *Le refus du réel* », un article paru sur le site du *Monde* le 15 octobre 2010, Michèle Tribalat répond à ses détracteurs : « *Si c'est du culturalisme que de relever les difficultés particulières que rencontrent des populations marquées par l'analphabétisme et des traditions éloignées, et j'ajouterais même dans certains cas contraires, à la société d'accueil, alors c'est le réel qu'il faut abolir pour échapper à l'étiquette infamante.* » Abolir le réel, faire table rase de tout ce qui constitue le propre de l'humanité, voilà le projet effarant de notre modernité. ■

Dimitri Julien

WALTER BENJAMIN

Un abonné de prestige à L'Action Française

Portrait d'un marxiste hétérodoxe, qui fut à la fois historien, traducteur, critique littéraire et critique d'art.



LE PARADOXE caractérise souvent les êtres les plus profonds et témoigne moins d'une certaine inconstance que d'une consistance en quelque sorte supérieure : à quoi bon se priver d'expériences de pensée ou de vie qui, loin de nous rabaisser, nous élèvent ? Précisément, si Proust n'était certes pas le seul à s'offrir des cures d'altitude mentale en lisant notre journal, il est *a priori* surprenant que Walter Benjamin en ait fait de même - et pourtant...

Sens de la catastrophe

Philosophe, historien, traducteur, critique littéraire et critique d'art né à Berlin en 1892 et mort tragiquement à la frontière franco-espagnole en 1940, Benjamin est à la mode ce dont, pour une fois, nous pouvons nous féliciter. Les champs du savoir que son œuvre a parcourus et creusés sont donc immentablement étendus : théologie, littérature, linguistique, esthétique, politique - que l'on songe à *Enfance berlinoise*, *L'Origine du drame baroque allemand*, *Le Concept de critique esthétique dans le romantisme allemand*, *Thèses sur le concept d'histoire*, *Le Livre des passages*, *Paris capitale du XIX^e siècle*, et aux nombreuses études regroupées dans ses *Oeuvres*, en trois volumes, en collection Folio aux éditions Gallimard.

Marxiste hétérodoxe marqué par le maître-livre de Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, juif assimilé que Franz Rosenzweig et Gerschom Scholem tirèrent de son amnésie, il développe une pensée oscillant entre matérialisme et messianisme apocalyptique, nourri par un pessimisme et un sens de la catastrophe qui honorent son intelligence. Critique subtil du progressisme libéral, rationaliste et humaniste issu des Lu-

mières, il propose une interprétation éloquent de *L'Angelus Novus* de Paul Klee. Ce tableau « *représente un ange qui semble avoir dessein de s'éloigner de ce à quoi son regard semble rivé. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit avoir nécessairement l'ange de l'histoire. Il a le visage tourné vers le passé. Où paraît devant nous une suite d'événements, il ne voit qu'une seule et unique catastrophe, qui ne cesse d'amonceler ruines sur ruines et les jette à ses pieds. Il voudrait bien s'attarder, réveiller les morts et rassembler les vaincus. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si forte que l'ange ne peut plus les refermer. Cette tempête le pousse incessamment vers l'avenir auquel il tourne le dos, cependant que jusqu'au ciel devant lui s'accumulent les ruines. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès.* » Admirateur du *Paris vécu* de Léon Daudet, Benjamin écrivit à G. Scholem le 13 juin 1924 : « *Je me suis abonné à L'Action Française, le journal des royalistes, dirigé par Léon Daudet et surtout Charles Maurras, et remarquablement écrit. Quelle que soit à coup sûr la fragilité sans bornes des fondements de leur politique en maints domaines et sur l'essentiel, leur orientation me semble finalement la seule qui permette, sans s'abêtir, de scruter les détails de la politique allemande.* » Après une telle révélation, je n'ose songer à ce qu'il adviendra de Walter Benjamin au sein de la république des lettres parisiennes... □

Louis Montarnal

✓ Jean-Michel Palmier : *Walter Benjamin*, Les Belles Lettres, 528 p., 15,50 euros.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 4

« POUR UN JEUNE FRANÇAIS »

L'ŒUVRE maurassienne doit beaucoup à la prison. Incarcéré à la Santé, Maurras passe aussi des heures comme à son habitude à répondre à la multitude de lettres qu'il reçoit quotidiennement. À Clairvaux,

il répond du fond de sa cellule en 1949 aux questions d'un jeune historien, Claude Digeon. Celui-ci prépare en Sorbonne une thèse sur la répercussion de la défaite de 1870 sur la littérature française. En janvier 1949, il a obtenu l'accord du ministère de la Justice pour interroger Maurras par courrier. La réponse du maître de Martigues devint une "épistole géante" de 250 pages.

Oeuvre testamentaire par bien des côtés, Maurras lui donna comme titre *Pour un jeune Français*. Nous nous proposons donc en reprenant cet intitulé de faire partager un peu de notre enthousiasme et tout notre respect à de jeunes Français désireux d'en savoir davantage. Il s'agira de participer à la transmission d'un bagage indispensable à qui veut débattre avec nos idées. Une façon de pen-

ser et de voir les choses de ce monde en honnête homme et en royaliste. Tout sera prétexte à étude, les rubriques se déclineront sous les mentions suivantes : la bibliothèque, notre patrimoine, parcours royaliste, 7^e et 9^e arts. En découvrant progressivement et régulièrement cette page nous émettons le vœu de faire sentir à nos plus jeunes la responsabilité d'un héritage. ■ M.S.

□ PORTRAIT

Parcours royaliste : Luc Robet

Fervent admirateur de Cadoudal, Luc Robet était habité par la passion de la France, du Roi et de l'honneur, sans rien négliger du panache. Portrait d'une grande figure bretonne de l'Action française.

Poullan. Finistère. Janvier 2011. C'est un décor de Walter Scott ou de gestes chouanniques, peuplé par les ombres d'Ivanhoé ou de Cadoudal, nourrissant les âmes vibrantes, un village perdu entre landes et bois de pins, balayé par la violence des vents, à un jet de pierre des grèves qui encerclent la baie de Douarnenez. Près de la maison de Stang-ar-Groas, en la commune de Poullan-sur-Mer, on respire encore, le plus souvent sous un ciel d'ardoise, « l'odeur de la poudre noire parlant pour la cocarde blanche » (Jean-François Chiappe). Dans le cimetière paroissial, sous une plaque de schiste frappée du Sacré-Cœur enveloppée d'un phylactère qui affirme en breton « fidel bepred », comprenez « toujours fidèle », repose Luc Robet (1913-1992), l'une des plus grandes figures bretonnes d'Action française.

Promenade au cimetière

Devant cette tombe, vous pouvez passer sans voir. L'adage est connu : les cimetières sont remplis de gens qui se croyaient indispensables. Naguère, on s'y promenait pourtant volontiers. « Il fait beau, si nous allions au cimetière » lançait à l'occasion Emmanuel Berl. Et l'on interrogeait les plaques, on se souciait des voisins jusqu'à s'étonner comme le héros de Blondin égaré au Père-Lachaise, devant ces couples qui jusque dans la mort font cendres à part. Pourquoi donc s'arrêter sur le destin de Luc Robet ? Bédame ! Parce que ce ne fut pas une demie vie, frileuse et limitée mais quatre ou cinq en une. Robet était habité par une passion qui le démultipliait. Cette passion, c'était la France, le Roi, l'honneur sans rien négliger du panache. Luc Robet est né à Lisbonne en 1913. Un an plus tard commence la saignée que l'on sait et son père, ingénieur chimiste dans le civil, mobilisé comme sous-lieutenant, est à compter au nombre des toutes premières victimes à l'instar de Charles Péguy ou encore du père d'Albert Camus. Orphelin de père, il va grandir à Nantes, dans le fief maternel des Chancerelle, famille d'industriels



Luc Robet et sa terre natale

spécialisée dans la conserverie et qui étend alors son empire sur toute la côte sud de la Bretagne, jusqu'à Douarnenez où existe encore l'entreprise Connétable. À onze ans, premier contact avec l'Action française. « J'ignorais alors qu'on pouvait être autre chose que catholique et royaliste » avouera-t-il à Pierre Péan à la fin de sa vie. Le jeune Robet est prometteur : il n'a pas treize ans qu'il fonde un journal, *Le Lys de France*, qui fidélisera jusqu'à cinquante abonnés. Au collège jésuite de Saint-Grégoire-de-Tours il poursuit son militantisme royaliste avec fougue. Revenu à Nantes, ce camelot du Roi est déçu par l'AF lors des émeutes du 6 février 1934. Nullement découragé, il fonde alors les Compagnons de Cadoudal. Le chouan sera toujours son héros.

Voler un sous-marin

En cette fin des années 1930, les Compagnons de Cadoudal se montrent particulièrement actifs dans la lutte contre les républicains, sous toutes leurs formes y compris espagnole. C'est le temps où la Cagoule aide Franco. Et c'est sur la foi de renseignements fournis par Luc Robet que le commandant rebelle Troncoso et quelques Espagnols, mitrailleuse au bras, tentent de s'emparer le 18 septembre 1936 d'un sous-marin C-2 - rien de moins - en pleine rade de Brest, à la barbe du Front populaire. L'échec de l'entreprise,

qui se solde par un mort, ne freine pas les ardeurs de Robet. Après des études de droit, il a épousé le 8 février 1937 une demoiselle Béléguic et s'est installé comme assureur à Douarnenez. Et puisque les Béléguic possèdent des terres sur la commune voisine de Poullan, il y fera bâtir sa maison au lieu-dit de Stang-ar-Groas. De cette extrémité occidentale, Chateaubriand a dit : « Entre la terre et la mer s'étendent des campagnes pélasgiennes, frontière indécise des deux éléments. L'alouette des champs y vole avec l'alouette marine, la charrue et la barque, si proches l'une de l'autre, sillonnent la terre et l'eau. » Lorsque l'occupant germanique foule cette terre de la Liberté, le sang de Robet ne fait qu'un tour. En bon maurassien, il juge toute collaboration avec les Allemands révoltante. Il entre en résistance dès novembre 1940. Il entraîne avec lui plusieurs personnalités locales comme l'abbé Cariou ou encore son cousin Georges Chancerelle. À la fin 1942, il dirige le réseau Vengeance. Le capitaine Luc Robet prend même le commandement de l'ORA (Organisation de résistance de l'armée) pour tout le département du Finistère à partir de septembre 1943. Il monte son service de renseignement car il s'agit pour lui de renseigner les Alliés sur les défenses côtières de l'armée allemande, ses champs d'aviation et ses champs de mines. Robet, qui se déplace de criques

en chemins creux, est dans la résistance "Fanch le Gave". Plus tard, il avouera : « Ce qui m'a passionné dans la résistance, c'est la chouannerie ! »

Résistant déporté

L'aventure prend tragiquement fin le 20 janvier 1944 dans une souicière à Rennes. Torturé quatorze fois, il ne cède pas. On menace d'en faire autant à son épouse. Il ne parle pas. Les Allemands le déportent. Ce sera pour lui le camp de Neuengamme, 13 500 prisonniers, le 2 juin 1944. Lorsqu'il revient à Paris le 13 juin 1945, Luc Robet pèse 29 kilos. Il est transporté à La Salpêtrière. Un mois plus tard, le 20 juillet, il fait son retour à Douarnenez. Les honneurs l'attendent : Croix de Guerre et officier de la Légion d'honneur. Mais là ne s'arrête pas le parcours de Luc Robet. Gentilhomme en son logis de Stang-ar-Groas, il est élu premier magistrat par les habitants de Poullan en 1959. Il sera maire jusqu'en 1977, soit trois mandatures, ce qui n'est pas rien pour un homme qui affiche ses opinions avec un courage exemplaire. Monarchiste pour qui veut l'entendre, abonné à *Aspects de la France*, il a tout bonnement interdit dans sa commune la moindre festivité à chaque 14 juillet. Il a fait retirer de la mairie buste de Marianne et autres symboles du régime usurpateur. Ces mesures étaient à ses yeux les conditions sine qua

non pour accepter la fonction. Par la suite, il ne cessera de défendre l'école libre de son village. Dans cette commune rurale d'environ 1 500 habitants, jamais le conseil municipal n'a encore été tenu autrement que par un exploitant agricole. Robet assure : « On ne fait pas de la politique pour devenir quelqu'un. On fait de la politique parce qu'on est quelqu'un. » En devenant maire de Poullan, il participait à un mouvement de conquête de petites et moyennes communes par des notabilités, proches partisans de feu le comte de Paris. Ce dernier lui proposa même de participer aux législatives dans les années soixante. Mais là, Robet refusa. Aux yeux du prince, il s'agissait d'établir un maillage d'élus sur tout le territoire national prêts à s'engager en cas d'accession du prince au pouvoir.

Un havre de paix

Pendant la guerre d'Algérie, Stang-ar-groas devint un havre de paix pour quelques amis de l'OAS ou d'ailleurs. Robet avait l'âme généreuse et son bungalow au fond du jardin était confortable. D'ailleurs, le préfet, par obligeance ou exquise courtoisie, prévenait toujours par téléphone Luc Robet du prochain passage de ses agents, gendarmes ou policiers. Robet restait l'un des barons du docteur Martin, en mesure de soulever des troupes plus ou moins imaginaires pour le grand soir. De cela seul, Robet fut lassé. « J'ai été longtemps en état d'alerte pieuse pendant des années, avec un système très au point de caches et de relais, comme celui monté par Cadoudal. J'ai épuisé mes chefs de paroisses qui ne pouvaient pas tenir indéfiniment en haleine leurs gens. [...] J'ai été de tous les coups de la contre-révolution, j'ai toute ma vie préparé un coup d'État, par nationalisme intégral. Je suis un spécimen en train de devenir un vestige. » Commandeur de l'ordre de Malte, le "vestige" organisa encore dans les années 1980 des convois pour la Pologne. Il fut également, à partir de 1987, président d'honneur de la Fédération royaliste de Bretagne. Lorsqu'il fut inhumé en 1992 dans le petit cimetière de Poullan, devant ses concitoyens encore bluffés par l'exotisme de sa personne, il portait sur le revers de sa veste la plaque des Camelots. Fidélité donc, mais aussi, la foi aidant, une volonté intrépide, malgré les obstacles, jamais vaincue. « Nous reprenons la mer, le cœur navré ; en avant, allons ! » (*Odyssée*, IX, 105) ■

Marc Savina

PARIS

Galette des rois

Pour commencer l'année, l'Action française a invité ses adhérents, amis et militants à partager sa traditionnelle galette des rois. Ce vendredi 7 janvier, une soixantaine de personnes se sont retrouvées dans nos bureaux. Toutes les générations étaient représentées. Parmi les nombreux jeunes, on pouvait remarquer la présence de camarades venus de Bourgogne. Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF, a pris la parole pour décrire l'état de crise que subit notre pays et annoncer nos objectifs pour 2011. Après avoir partagé la galette arrosée d'un bon cidre, les convives se sont quittés en se donnant rendez-vous pour la marche aux flambeaux du 23 janvier. ■



Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanchonnet	Trésorier Giovanni Castelluccio	Provinces Philippe Castelluccio
Secrétaire général Olivier Perceval	Secrétaire administratif Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Militantisme Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint Romain Hellouin	Formation Marc Savina	Responsable opérationnel François Bel-Ker

Campagne nationale d'AF sur l'immigration



Conférence le 21 janvier

Le coût de l'immigration en France
par Jean-Paul Gourevitch (photo)

Rendez-vous à 19 h 30 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er} (métro Palais-Royal) ; entrée libre.

Conférences suivantes

- Vendredi 28 janvier :** *Diasporas et identités* par Rabat Aït Aoudia
- Vendredi 4 février :** *Les immigrés entre anomie et communautarisme* par Michel Michel
- Vendredi 11 février :** Analyse d'extrait de *Dupont-Lajoie* d'Yves Boisset (1974)

LYON

Hommage à Louis XVI et galette des rois

Nous vous invitons à participer à la messe qui sera célébrée en l'église Saint-Denis, à la Croix-Rousse (Métro Hénon), à 18 h 30, le 21 janvier 2011 pour le roi Louis XVI et pour la France. À l'issue de la cérémonie, nous vous convions également à notre traditionnelle galette des rois qui est toujours l'occasion de rassembler militants et sympathisants, jeunes et moins jeunes, autour d'un événement convivial mais aussi politique. Renseignements et inscription au 06 82 83 92 00.



PARIS

Cortège aux flambeaux

Le dimanche 23 janvier à 19 h 30, rendez-vous devant les marches de l'église de la Madeleine pour notre traditionnelle marche aux flambeaux jusqu'à la Chapelle expiatoire. Venez nombreux, amenez familles et amis, il s'agit de témoigner de la fidélité de nombreux Parisiens à la mémoire du roi martyr, mais aussi de l'espérance qui nous porte vers le printemps des lys.



PERPIGNAN

La nation royale, socle des libertés

Samedi 5 février 2011 à 18h30, la section de Perpignan vous invite à une conférence d'Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF : "La nation royale, socle des libertés". À l'hôtel Les Deux Mas, et à son restaurant Le Patio, 1 rue Madeleine Bres, 66330 Casbetany. Participation au dîner : 30 euros. Pour tout renseignement et inscription appeler M. Baux au 04 68 66 76 06.



À NOS AMIS LECTEURS

Diffusion de L'AF 2000

POUR AMÉLIORER la diffusion du journal, nous venons de faire modifier la liste de ses points de vente (kiosques, maisons de la presse, gares, etc.). Pour savoir où l'on peut acheter *L'Action Française 2000*, c'est simple : rendez-vous sur le site Internet www.trouverlapresse.com ; vous obtiendrez la carte et l'adresse de tous les distributeurs qui vendent notre journal à cinq kilomètres à la ronde de votre domicile ou d'un lieu donné. Pour nous permettre de vérifier

que le journal est bien exposé dans ces points de vente (et non laissé sous le comptoir), nous demandons à nos amis lecteurs (abonnés ou acheteurs au numéro) d'en faire le tour et de nous informer des anomalies constatées (écrire ou téléphoner au journal). Nous vous en serons très reconnaissants. □

NAISSANCES

□ C'est avec une grande joie que nous avons appris le naissance de Benoît, troisième enfant au foyer de nos jeunes amis François Crespin et son épouse, née Cécile Nicolas. Nous présentons nos affectueuses félicitations aux parents et grands-parents, et tous nos vœux de belle croissance en taille, en sagesse et en grâce à Benoît à la suite de son frère Louis et de sa sœur Marie.

□ M. et M^{me} Emmanuel Delhoume nous font part de la naissance de leur fils Caius, 4^e enfant, après Salomé, Sarah, Clara-Anastasia. Nous adressons toutes nos vives félicitations aux heureux parents et grands-parents, avec tous nos vœux de bonheur pour Caius.

- **France royaliste Nice-Provence** - Le dimanche 23 janvier à 10 heures sera célébrée la messe pour le repos de l'âme de Louis XVI en la chapelle de l'Archiconfrérie de la Très Sainte Trinité (Vieux Nice). Le déjeuner amical suivra à 12 heures dans les salons du Grand Hôtel Aston, 12, avenue Félix Faure. À 15 heures, M. Philippe Pichot-Bravard, chargé de cours à l'université libre d'Angers et ancien chargé de mission au Parlement européen, donnera sa conférence consacrée à la défense de la papauté et de ses États par les royalistes français de 1848 à 1870. La souveraineté du pape était menacée par les nationalistes révolutionnaires cherchant à réaliser l'unité de l'Italie par des moyens démocratiques. Aussi fit-il appel aux catholiques du monde entier. En France, ce furent les royalistes qui répondirent à l'appel, certains même s'engageant au sein des Zouaves pontificaux... Déjeuner et conférence, 35 euros ; conférence seule, 5 euros ; étudiants, 2 euros. Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Josépha Guillemain au 04 93 98 10 45.
- **Nantes** - L'URBVM commémore la mort de Louis XVI à Nantes le 23 janvier. 12 h 15 : dépôt de gerbe au pied de la statue de Louis XVI ; 13 heures : déjeuner à La Taverne du Château, 1 place de la duchesse Anne (menu à 22 €, boissons comprises) ; 15 heures : conférence d'Augustin Debacker sur le royalisme aujourd'hui. Communiquer sa participation à la journée en téléphonant au 06 81 35 53 69.
- **Fête des Rois dans le Sud-Ouest** - Conférence de Gérard Bedel sur le thème : "L'Action française en 2011, nationaliste et anti-capitaliste" ; sous la présidence de Vincent Gaillère. À **Bordeaux** : déjeuner-débat le vendredi 28 janvier à 11 h 30, au restaurant Le Xaintrailles, 114 bd du maréchal Leclerc ; 24 € par personne. À **Toulouse**, conférence le

- samedi 29 janvier à 10 h 30, dans le centre-ville ; le lieu sera communiqué aux personnes s'étant préalablement inscrites ; 5 € par personne (hors consommations) ; déjeuner libre. À **Bayonne**, conférence le samedi 29 janvier à 18 h 30, quartier Saint-Léon ; le lieu sera communiqué aux personnes s'étant préalablement inscrites ; 5 € par personne (hors consommations). Prière de s'inscrire, avec son règlement, auprès du CAEC, BP 80093, 33035 Bordeaux Cedex ; chèques à l'ordre de CAEC CCP 15 503 63 W BOR.
- **CLE Catholiques pour les libertés économiques** - Conférence-débat le 31 janvier à 18 h 30, salle de l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7^e (métro Sèvres-Lecourbe), La question "Faut-il supprimer le Conseil constitutionnel ?" sera traitée par Yves-Marie Lulan, économiste, démographe de l'Institut de géopolitique des populations. Participation : 15 euros.

□ LOUIS XVI

Dans le cœur des Français

À la veille du 21 janvier, nous redécouvrons une *Vie de Louis XVI* publié en 1821, où l'auteur s'adresse au peuple, « première victime de cet acte de barbarie qui mit la France en état de péché ».



Plus de deux siècles après sa mort, les Français continuent de prier pour Louis XVI (Ici à Saint-Germain-l'Auxerrois le 21 janvier 2010)

Les Français assistent de plus en plus nombreux aux messes célébrées le 21 janvier pour le repos de l'âme du roi Louis XVI. Ils éprouvent le besoin d'échapper au vacarme abrutissant des Droits de l'Homme, lesquels ne sauraient masquer le vide spirituel dans lequel la France s'enfonça depuis qu'elle a chassé de ses institutions toute transcendance.

Acte de barbarie

En mettant à mort le roi sacré, les révolutionnaires ont érigé en système le refus des lois naturelles et surnaturelles qui assuraient la pérennité et la durée dans la vie politique comme dans la vie des familles. Le lien est trop évident entre le meurtre rituel du 21 janvier 1793 et la loi du 17 janvier 1795 organisant le meurtre de 220 000 enfants à naître dans le sein de leur mère, sacrifiés à la toute-puissance d'une société hédoniste se permettant de décréter à la place du Créateur si une vie vaut ou non d'être vécue.

Cette année, nous recevons à la veille de l'anniversaire du "suicide de la France", pour reprendre l'expression de Renan, une magnifique *Vie de Louis XVI*. Il s'agit d'un ouvrage de l'écrivain polémiste Antoine Jean Cassé Saint-Prosper (1790-1841), publié en 1821 et que nous présente aujourd'hui avec enthousiasme Alain Sanders, soulignant que ce livre court fut écrit pour le peuple, « première victime de cet acte de barbarie qui mit la France en état de péché », et que ce texte datant de la Restauration contient les avertissements que l'on n'a pas voulu entendre en leur temps, mais qui

sont plus que jamais urgents. Dans un style très sobre, l'auteur, qui n'est pas un érudit, entend laver la mémoire du roi-martyr de tous les traitements ignominieux dont l'ont souillée « ces hommes qui osent s'appeler libéraux » ; il veut amener les cœurs religieux à se ranger « dans le combat à outrance que les doctrines de destruction livrent aux doctrines de conservation ».

Le vrai bien ne fait pas de bruit. Louis était déjà discrètement l'exemple de toutes les vertus quand la mort de Louis XV le fit roi. Hélas, dès le début de son règne, « l'opinion publique, ou, pour parler plus juste, la clameur des salons était devenue une puissance devant laquelle la majesté des rois s'inclinait soumise » ; elle commanda donc au choix de ses ministres et ce fut fatal. Ainsi marchait-on vers « les sanglantes saturnales de la Révolution ». Le grand souci du roi dans toutes ces journées fut d'éviter de faire couler le sang français. Puis ce fut la Constituante, la Législative encore plus mal élevée, Varennes... Et le 20 juin et le 10 août, la déchéance et l'infâme procès, les admirables défenses de Malesherbes et de de Sèze, enfin le jugement ignoble de Capet devant l'Histoire et devant les siècles... Louis, jusqu'au bout, s'inquiéta du sort de ses serviteurs.

Puis on lui permit de revoir un instant sa famille : « Le roi, dont les traits étaient évidemment altérés, essayait de consoler sa famille, pleurait de douleur pour elle et non par la crainte de la mort. [...] Aux consolations les plus tendres, il mêla ensuite pour son fils de bonnes instructions religieuses, insista pour qu'il pardonnât à ses assassins. Enfin il lui

donna sa bénédiction ainsi qu'à sa sœur. » Puis voici la grande et courageuse figure de l'abbé Edgeworth de Firmont : « *Fils de saint Louis, montez au Ciel !* » La parole fut coupée au roi par le tambour de Sancerre. « *Alors les bourreaux le poussèrent sous la hache et, en un seul coup, tomba la tête du puissant monarque qui jadis avait occupé le premier trône du monde. Ivre de rage, le plus jeune des bourreaux saisit cette tête auguste, le montra au peuple ruiselante de sang. Cependant le plus profond silence continua de régner jusqu'au moment où des cris partirent d'un groupe de scélérats armés.* »

La fin de la France ?

Ainsi fut immolé le roi qui toute sa vie ne désira (trop ?) que le bonheur des Français. Ce livre édifiant le montre de bout en bout. Mais il contient aussi une réflexion prémonitoire : « *La Révolution a causé à la France une perte de plus de dix millions d'hommes ; une démoralisation complète ; quatorze années du plus effroyable despotisme et deux invasions. Au reste il est incontestable que, si on continue toujours d'avoir la même bonté envers la révolution elle finira par faire disparaître de l'Europe jusqu'au nom même de Français.* » La France abortive et européiste en a déjà pris le chemin. Mais rien n'est inexorable quand on veut vraiment revenir aux idées qui sauvent. ■

Michel Fromentoux

✓ Antoine Jean Cassé Saint-Prosper : *Vie de Louis XVI*, Atelier Fol'fer, 130 p., 18 euros.

218^e anniversaire de la mort du roi Louis XVI

La messe pour le repos de l'âme du roi Louis XVI et des membres de la famille royale sera célébrée à Paris, à la demande de l'Œillet blanc, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France, le vendredi 21 janvier 2011 à 12 h 15.

Cortège aux flambeaux

Dimanche 23 janvier à 19 h 30 (voir page 15).

Messes à Paris

□ **Vendredi 21 janvier** à 10 heures, place de la Concorde (face à l'hôtel Crillon) dépôt d'une gerbe de France Royaliste.

□ **Vendredi 21 janvier** à 18 h 30, église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 3 rue des Bernardins, Paris 5^e.

□ **Vendredi 21 janvier** à 19 heures, Centre Saint-Paul, 12 rue Saint-Joseph, Paris 2^e (homélie par l'abbé Guillaume de Tannoüarn).

□ **Vendredi 21 janvier** à 19 heures, église Saint-Eugène, 4 bis rue Sainte-Cécile, Paris 9^e (forme extraordinaire).

□ **Dimanche 23 janvier** à 15 h 30, place de la Concorde (messe célébrée par l'abbé Néri).

Messes en province

□ **AMIENS** - Samedi 22 janvier à 17 h 30, chapelle 191-195 rue Léon Dupontreué.

□ **AVIGNON-ROGNONAS** (13870) - Vendredi 21 janvier à 19 heures, église Saint-Pierre de Rognonas (avec la participation de la dévote et royale compagnie des pénitents gris, en présence de SAR le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme ; messe suivie d'un repas et d'une conférence : "Hier, aujourd'hui, la France" ; PAF : 23 euros ; tél. : 06 21 63 27 65).

□ **BAYONNE** - Dimanche 23 janvier à 10 h 30, chapelle Saint-François des Capucins, avenue de la Légion tchèque (Fraternité Saint-Thomas Becket).

□ **BEAUNE** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Saint-Dominique, rue des Dominicaines.

□ **BIARRITZ** - Dimanche 23 janvier à 11 heures, lieu de culte habituel FSSPX (tél. : 05 59 65 70 05).

□ **BORDEAUX** - Vendredi 21 janvier 2011, 18 heures, chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 62 rue de Lisleferme (FSSPX) ; vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Éloi, rue Saint-James (IBP) ; vendredi 21 janvier à 19 heures, église Saint-Bruno, rue François-de-Sourdis.

□ **CAEN** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Saint-Pie X, 16 rue du Vaugueux.

□ **CHALON-SUR-SAONE** - Dimanche 16 janvier à 10 h 30, chapelle Notre-Dame de la Citadelle, messe dominicale (rite extraordinaire avec intentions).

□ **DIJON** - Samedi 22 janvier à 11 heures, basilique Saint-Bernard

de Fontaines-les-Dijon (Fraternité Saint-Pierre).

□ **FLAUX** (Gard) - Dimanche 23 janvier à 10 h 30, paroisse de la Sainte-Croix, chemin de Seyronnel.

□ **FONTAINEBLEAU** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, église du Carmel, 6 bis boulevard du maréchal Leclerc (selon la forme extraordinaire du rite romain).

□ **LILLE** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Notre-Dame du Rosaire, avenue Émile Zola.

□ **LIMOGES** - Vendredi 21 janvier à 11 h 15, église Saint-Michel-des-Lions, place Saint-Michel (à l'issue de la cérémonie, repas amical au restaurant Croque-en-bouche, place de la Cité).

□ **LYON** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Denis (Croix-Rousse) ; vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Georges, quai Fulchiron ; samedi 22 janvier à 10 h 30, église Saint-Pothin, 127 rue de Créqui.

□ **MARSEILLE** - Vendredi 21 janvier à 19 heures, messe célébrée par Mgr Jean-Pierre Ellul pour le repos de l'âme du roi Louis XVI et des victimes de la Révolution, église du Sacré-Cœur, 81 avenue du Prado, 8^e arrondissement.

□ **MONTPELLIER-FABRÈGUES** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, prieuré Saint-François de Sales (FSSPX).

□ **MULHOUSE** - Vendredi 21 janvier à 19 h 30, église Saint-Étienne (forme extraordinaire),

□ **NANCY** - Dimanche 23 janvier à 9 h 25, église Saint-Pierre, av. du maréchal de Lattre de Tassigny.

□ **NICE** - Dimanche 23 janvier à 10 heures, chapelle de la Confrérie de la Très Sainte-Trinité, 1 rue du Saint-Suaire ; dimanche 23 janvier à 10 heures, chapelle de la Visitation, Fraternité Saint-Pie X, place Sainte-Claire.

□ **NIMES** - Samedi 22 janvier à 11 heures, église Sainte-Perpétue (messe suivie d'un repas amical au Palace et d'une conférence ayant pour thème "Du roi réformateur à la mort de l'homme libre" ; PAF : 20 euros ; tél. : 04 66 76 27 57).

□ **PERPIGNAN** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle du Christ-Roi, 113 avenue Joffre ; vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Jacques, chapelle de la Sanch, rue de l'église Saint-Jacques.

□ **TALENCE** - Dimanche 23 janvier à 9 heures, chapelle du Christ-Rédempteur, 21 rue Achille-Allard (FSSPX).

□ **THIBERVILLE** (Eure) - Samedi 23 janvier à 17 heures, église paroissiale Saint-Taurin (sous réserve).

□ **TOULON** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-François de Paule, place Louis-Blanc.

□ **TOULOUSE** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Notre-Dame-du-Férétra, place Saint-Roch (FSSPX) ; vendredi 21 janvier à 19 heures, chapelle Saint-Jean-Baptiste, 7 rue Antonin-Mercié (ICRSP).

□ **VILLEURBANNE** - Dimanche 16 janvier à 11 heures, paroisse du Cœur de Marie, 34 rue Richelieu.